

A high-angle photograph of the Eiffel Tower in Paris, France, set against a clear blue sky. The tower's intricate lattice structure is clearly visible. In the background, the Parisian skyline is visible, including several modern skyscrapers and traditional European architecture. The overall scene is bright and clear.

RAPPORT FINANCIER
1^{er} SEMESTRE
2016

LA CONFIANCE
ÇA SE MÉRITE

Amundi

REMARQUES GENERALES

La société Amundi, société anonyme de droit français, dont le siège social est 91-93 boulevard Pasteur, 75015 France; immatriculée sous le numéro d'identification 314 222 902 R.C.S. Paris est dénommée la « Société » dans le présent Rapport financier. L'expression le « Groupe » ou le « groupe Amundi » désigne la Société, ses filiales, succursales et participations.

A la date du 30 Juin 2016, le capital social de la Société s'élève à 418 113 092,50 euros, divisé en 167 245 237 actions, toutes de la même classe, et qui sont toutes entièrement libérées et souscrites. Elles confèrent toutes le même droit de vote.

Présentation de l'information financière et autres informations

Ce Rapport comprend les états financiers consolidés d'Amundi pour l'exercice annuel clos le 31 décembre 2015 et les exercices semestriels clos les 30 juin 2015 et 2016, et ayant fait l'objet d'un rapport des Commissaires aux Comptes. Les comptes annuels consolidés ont été établis en normes IFRS et les comptes semestriels ont été établis conformément à la norme comptable internationale « IAS 34 ».

Informations prospectives

Ce Rapport peut contenir des projections concernant la situation financière et les résultats des activités et des métiers d'Amundi. Ces données ne représentent pas des prévisions au sens du Règlement Européen 809/2004 du 29 avril 2004 (article 2, § 10).

Ces projections et prévisions sont fondées sur des opinions et des hypothèses actuelles relatives à des événements futurs. Aucune garantie ne peut être donnée quant à la réalisation de ces projections et prévisions qui sont soumises à des risques inhérents, des incertitudes et des hypothèses relatives à Amundi, ses filiales et ses investissements, au développement de ses activités, aux tendances du secteur, aux futurs investissements et acquisitions, à l'évolution de la conjoncture économique, ou à celle relative aux principaux marchés locaux d'Amundi, à la concurrence et à la réglementation. La réalisation de ces événements étant incertaine, leur issue pourrait se révéler différente de celle envisagée aujourd'hui, ce qui est susceptible d'affecter significativement les résultats attendus. Le lecteur doit prendre en considération ces facteurs de risques et d'incertitude avant d'établir son propre jugement. Les dirigeants d'Amundi ne s'engagent en aucun cas à publier des modifications ou des actualisations de ces projections et prévisions. Aucune information figurant dans ce Rapport Financier Semestriel ne doit être comprise comme étant une prévision de résultat.

Les informations contenues dans ce Rapport, dans la mesure où elles sont relatives à d'autres parties qu'Amundi, ou sont issues de sources externes, n'ont pas fait l'objet de vérifications indépendantes et aucune déclaration ni aucun engagement n'est donné à leur égard, et aucune certitude ne doit être accordée sur l'exactitude, la sincérité, la précision et l'exhaustivité des informations ou opinions contenues dans ce Rapport. Ni Amundi ni ses représentants ne peuvent voir leur responsabilité engagée pour une quelconque négligence ou pour tout préjudice pouvant résulter de l'utilisation de ce Rapport ou de son contenu ou de tout ce qui leur est relatif ou de tout document ou information auxquels il pourrait faire référence.

Note : Aucun mouvement de périmètre significatif n'est intervenu au cours du premier semestre 2016 et depuis l'enregistrement auprès de l'AMF du Document de Référence en date du 20 avril 2016 sous le numéro R.16-025.

Facteurs de risques

Vous êtes fortement encouragé à examiner attentivement les facteurs de risque décrits dans le Document de Référence enregistré auprès de l'Autorité des marchés financiers, le 20 avril 2016 sous le numéro R.16-025.

La réalisation de tout ou partie de ces risques est susceptible d'avoir un effet négatif sur les activités, la situation ou les résultats financiers du groupe Amundi. En outre, d'autres risques, non encore actuellement identifiés ou considérés comme non significatifs par le Groupe à la date du présent Rapport, pourraient avoir le même effet négatif sur le groupe Amundi, son activité, sa situation financière, ses résultats d'exploitation ou les perspectives de croissance ainsi que sur le prix des actions cotées sur Euronext Paris (**ISIN: FR0004125920**).

Toutes ces informations sont disponibles sur les sites internet de la Société (le-groupe.amundi.com/Actionnaires) et de l'AMF (www.amf-france.org).

Sommaire

1.	COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	4
2.	EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIERE ET DES RESULTATS DU PREMIER SEMESTRE 2016	5
2.1.	Cadre d'établissement des comptes consolidés d'amundi	5
2.1.1.	Changements de principes et méthodes comptables	5
2.1.2.	Evolution du périmètre de consolidation	5
2.2.	Environnement économique et financier	5
2.2.1.	Contexte des marchés financiers	5
2.2.2.	Le marché de la gestion d'actifs	6
2.3.	Activité et résultats consolidés d'Amundi	8
2.3.1.	Encours sous gestion et collecte nette	8
2.3.2.	Compte de résultat consolidé	11
2.3.3.	Revenus nets	12
2.3.4.	Charges générales d'exploitation	13
2.3.5.	Résultat brut d'exploitation et coefficient d'exploitation	14
2.3.6.	Quote-part du résultat des sociétés mises en équivalence et autres éléments	14
2.4.	Endettement financier net et fonds propres disponibles	14
2.4.1.	Endettement financier net	14
2.4.2.	Fonds propres disponibles	15
2.5.	Transactions avec les parties liées	16
2.6.	Tendances récentes et perspectives	16
2.6.1.	Perspectives	16
2.6.2.	Tendances récentes	16
2.7.	Facteurs de risques	17
3.	COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES RESUMES DU 30 JUIN 2016	18
3.1.	Cadre général	18
3.2.	Etats financiers consolidés	19
3.2.1.	Compte de résultat	19
3.2.2.	Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	20
3.2.3.	Bilan actif	21
3.2.4.	Bilan passif	21
3.2.5.	Tableau de variation des capitaux propres	22
3.2.6.	Tableau des flux de trésorerie	24
3.3.	Notes aux états financiers consolidés	26
4.	RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE	51
5.	PERSONNE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL	52

1. Composition du Conseil d'Administration

Liste des administrateurs et censeurs au 30 juin 2016 :

Nom de l'administrateur/censeur

Xavier Musca, *Président du Conseil d'Administration*

Yves Perrier, *Directeur Général et Administrateur*

Virginie Cayatte

Laurence Danon-Arnaud *

Rémi Garuz

Laurent Goutard

Robert Leblanc *

Michel Mathieu⁽¹⁾

Hélène Molinari *

Christian Rouchon

Andrée Samat

Renée Talamona

Jean-Michel Forest, *Censeur*

François Veverka, *Censeur*

* *Administrateur indépendant*

(1) *Michel Mathieu a été coopté administrateur lors du Conseil d'administration du 28 avril 2016, en remplacement du poste d'administrateur laissé vacant par Jean-Paul Chifflet.*

La composition des Comités du Conseil et leur fonctionnement sont décrits de façon détaillée dans le chapitre 2 « Gouvernement d'entreprise » du Document de Référence du groupe Amundi. La description de ces comités reste valable à la date de publication du présent Rapport.

2. Examen de la situation financière et des résultats du premier semestre 2016

2.1. CADRE D'ETABLISSEMENT DES COMPTES CONSOLIDES D'AMUNDI

2.1.1. Changements de principes et méthodes comptables

Les changements de principes et méthodes comptables sont décrits dans la note 1.3 des annexes aux comptes consolidés au 30 juin 2016.

2.1.2. Evolution du périmètre de consolidation

L'évolution du périmètre de consolidation est décrite dans la note 5.3 des annexes aux comptes consolidés au 30 juin 2016.

2.2. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER

2.2.1. Contexte des marchés financiers

Le début d'année a été marqué par une montée des interrogations au sujet des perspectives de l'économie mondiale. Les causes principales en ont été les fortes incertitudes concernant l'économie chinoise, une nouvelle baisse très prononcée du cours du pétrole et l'apparition de doutes sur l'efficacité des réponses des banques centrales. A partir de mi-février, un fort rebond des cours du pétrole, des statistiques chinoises rassurantes, des signes de renforcement de la reprise en zone euro et de nouvelles annonces de politique monétaire (notamment une extension du programme d'achats de la BCE) ont permis de repousser les craintes de récession mondiale. Cependant, en fin de semestre, l'attente, puis, surtout le résultat du référendum britannique, à l'issue duquel les électeurs se sont prononcés pour une sortie du Royaume-Uni de l'Union Européenne, sont venus ouvrir un nouvel épisode d'incertitude.

Marchés de taux

Les rendements obligataires des grands pays développés se sont nettement repliés au cours du semestre. L'essentiel de ce mouvement s'est fait en deux temps : en début d'année, en raison de la montée des craintes au sujet de l'économie mondiale, puis en juin, en raison du référendum britannique. Aux Etats-Unis, le rendement de l'emprunt d'Etat à dix ans est ainsi passé d'environ 2,25% fin décembre 2015 à environ 1,50% fin juin 2016, soit son plus faible niveau depuis 2012. En zone euro, les rendements équivalents sont passés d'environ 0,60% à environ -0,15% dans le cas de l'Allemagne (pour la première fois en territoire négatif), d'environ 1% à environ 0,20% concernant la France, d'environ 1,6% à 1,3% concernant l'Italie et d'environ 1,7% à environ 1,15% concernant l'Espagne. Au cours du semestre, l'écart de rendement à 10 ans entre l'Allemagne et l'Italie s'est donc nettement creusé, tandis que l'écart similaire entre l'Allemagne et la France est resté pratiquement stable. Sur le marché des taux courts, les rendements à deux ans ont également baissé dans les grands pays développés, atteignant des points bas record en zone euro.

Marchés d'actions

Les marchés d'actions ont fortement baissé en début d'année sous l'effet de la montée des craintes pour la croissance mondiale, avant de se reprendre à la faveur de meilleurs chiffres économiques et de la communication rassurante des grandes banques centrales. Une période de calme relatif a suivi de début avril à fin mai mais, à partir de juin, l'incertitude générée par le référendum britannique a causé un nouveau repli. Au final, sur l'ensemble du semestre, l'indice MSCI World AC a fléchi (-0,6% en dollar américain) mais la tendance pays par pays est très contrastée. Le résultat du vote britannique ayant repoussé les anticipations de hausse des taux directeurs américains, les actions américaines et celles des pays émergents sont devenues plus attractives ; le S&P 500 a ainsi progressé, sur le semestre, de +2,7% tandis que le MSCI Emerging Markets en dollar américain a progressé de +5%. A l'inverse, le Japon, du fait de l'envolée du yen, et la zone euro, à cause du regain d'incertitude politique et économique, ont été très pénalisés. Le Nikkei a ainsi cédé -18,2% sur le semestre et l'EuroStoxx 50 -12,3%. Pays par pays, si le DAX allemand (- 9,9%) et le CAC 40 français (-8,6%) ont bien corrigé à la baisse, cela a été plus sévère encore en Espagne (-14,5% pour l'IBEX), où les dernières élections législatives n'ont toujours pas désigné de

majorité stable. De même, en Italie, la situation délicate des banques a fait plonger le MIB 30 (-24,4%). En hausse de +4,2%, le FTSE britannique a tiré son épingle du jeu, mais cette performance est toutefois trompeuse car, sur la même période, la livre britannique a cédé -12% contre l'euro.

2.2.2. Le marché de la gestion d'actifs

Marché français

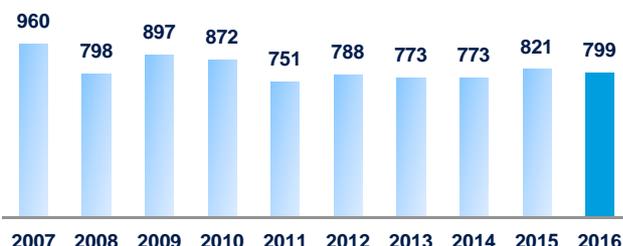
Le marché des **fonds ouverts de droit français** s'est contracté de - 2,6 % sur les 6 premiers mois de l'année pour atteindre **799 milliards d'euros d'encours sous gestion**. Cette baisse des encours se décompose en un effet collecte positif (+ 1,2% des encours de début de période) et un effet performance négatif (- 3,8%).

A fin juin 2016, **la collecte nette s'élevait à + 9,4 milliards d'euros** depuis le début de l'année. Les flux se sont portés principalement sur les **fonds monétaires** (+ 10,5 milliards) malgré de forts rachats sur la trésorerie court terme (- 4 milliards). Les **fonds obligataires**, après avoir connu des rachats sur les deux premiers mois de l'année, ont suscité l'intérêt des investisseurs suite à l'annonce du Quantitative Easing de la BCE et ont enregistré des souscriptions à hauteur de + 1,1 milliards, notamment sur les catégories euro court terme et très court terme (+ 1,3 milliards) et euro toutes maturités (+0,7 milliard) ; en revanche, les obligations convertibles n'ont pas la faveur des marchés (- 1,3 milliards de décollecte). Les **fonds de performance absolue** ont bénéficié d'une collecte positive (+ 0,8 milliard), principalement sur les stratégies Long/Short actions. Les **fonds long actions**, quant à eux, en collecte positive en 2015 (+ 2,7 milliards) et sur les deux premiers mois de l'année, ont souffert de rachats (-1,9 milliards), en particulier les actions US (-1,1 milliards) et européennes (-0,9 milliard), reflétant l'attitude prudente des investisseurs. Ces derniers se sont également détournés des **fonds diversifiés** qui ont enregistré sur le premier semestre des flux négatifs de - 2,4 milliards. Collecte quasi-nulle pour les **fonds garantis**, les nouveaux produits compensant les arrivées à échéance. Enfin, toujours un fort intérêt pour l'**immobilier** avec 1,8 milliard collecté via les Organismes de Placement Collectif en Immobilier (OPCI).

Les **ETF** ont également pâti de l'attitude précautionneuse des investisseurs, le milliard collecté sur la période s'étant principalement porté sur les obligations. Collecte positive sur l'indiciel traditionnel également (+0,3 milliard), sur les actions essentiellement.

EVOLUTION DES ENCOURS D'OPCVM EN FRANCE ⁽¹⁾

En milliards d'euros



(1) Source : Six Financial Information (fonds ouverts de droit français, milliards d'euros).

Marché européen

En Europe, les grands gagnants sont les **fonds de performance absolue**.

Le marché européen des OPCVM s'élève à **9 013 milliards d'euros à fin mai 2016⁽¹⁾**, en baisse de - 0,7 % depuis le début de l'année. Cette diminution des encours se décompose en un **effet collecte nette positif (+ 32 milliards d'euros, soit +0,4 % des encours de début de période)** et un **effet marché négatif (-1,1 %)**.

La collecte a été tirée par les **fonds de performance absolue** (+ 24 milliards) pour lesquels l'intérêt des investisseurs a été constant sur les cinq premiers mois de l'année, en particulier pour les fonds multi-stratégies (+ 20 milliards) et les fonds actions alternatifs tels que long/short, market neutral et volatilité (+ 9 milliards). Les flux se sont également portés sur le **monétaire** (+ 19 milliards) et l'**obligataire** (+ 18 milliards), de retour dans le vert grâce au soutien du programme de rachat de dette privée de la BCE. La volatilité des

(1) Source Broadridge-Financial Solutions – FundFile Mai 2016, périmètre des fonds ouverts domiciliés en Europe et des fonds transfrontières (dits « cross border ») également vendus sur le marché européen.

marchés et la crainte du Brexit ont pénalisé les **actions** (- 45 milliards), notamment européennes et japonaises. Des rachats également sur les fonds **garantis** (- 2 milliards). À noter : 15 milliards d'euros de collecte nette positive sur les autres types de fonds, notamment pour **l'immobilier, les matières premières** et les **ABS**.

Sur les cinq premiers mois de l'année, la **gestion active** représente 20 % de la collecte nette, les **ETF** 29 % (collecte sur les obligations) et **l'indiciel traditionnel** 52 % (fonds obligataires et actions).

Marché asiatique

En Asie, le **marché des fonds ouverts** s'élève à **2 702 milliards d'euros**⁽¹⁾, en baisse de - 4 % depuis le début de l'année. La diminution des encours (- 109 milliards d'euros) est constitué d'un **effet collecte positif (+ 29 milliards d'euros)** compensé par un **effet performance négatif (- 138 milliards d'euros)**.

La collecte positive sur les **fonds obligataires** (+ 16 milliards), l'essentiel en devises locales, provient du marché chinois et, à un degré moindre, de la Thaïlande et la Corée du Sud. Forte collecte également sur **les actions** (+ 16 milliards) au Japon et en Chine. Les investisseurs chinois ont aussi privilégié les **fonds garantis** (collecte record de + 9,6 milliards dont 93% en Chine, conduisant à un renforcement de la législation sur ce type de produits). La collecte sur les **fonds monétaires** (+ 1,7 milliard), concentrée sur la Thaïlande et la Corée du Sud, a pâti de rachats sur le marché chinois (- 31 milliards). Même constat pour les **diverfiés**, en décollecte (-19 milliards), avec des flux positifs dans plusieurs pays compensés par des rachats massifs en Chine.

La **gestion active** représente 38% de la collecte, les **ETF** 70% et **l'indiciel** -8% (décollecte nette).

En plus des 2 702 milliards d'euros d'encours sur les marchés locaux, s'ajoutent **223 milliards**⁽²⁾ détenus par les investisseurs asiatiques via des produits **cross border**, un montant en baisse de - 3 % depuis le début de l'année. Hong Kong, Singapour et Taiwan représentent plus de 80% des encours.

Source Broadridge-Financial Solutions – FundFile (1) & SalesWatch (2) Mai 2016 sauf pour la Chine et l'Inde (Mars 2016) , périmètre : fonds ouverts vendus à plus de 80 % en Asie et fonds transfrontaliers dits « Cross border » vendus en Asie (pays : Australie, Brunei, Chine, Hong Kong, Inde, Indonésie, Japon, Kazakhstan, Macau, Malaysia, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Philippines, Singapour, Corée du Sud, Taïwan, Thaïlande).

2.3. ACTIVITE ET RESULTATS CONSOLIDES D'AMUNDI

2.3.1. Encours sous gestion et collecte nette

<i>En milliards d'euros</i>	Total hors joint ventures	Variation semestrielle (en %)	Joint ventures	Variation semestrielle (en %)	Total y.c. joint ventures	Variation semestrielle (en %)
Encours sous gestion au 31 décembre 2014	839,6		38,0		877,5	
Collecte nette/(décollecte nette)	35,9		10,7		46,6	
Acquisition BAWAG PSK Invest	5,3				5,3	
Effet marché	20,4		4,1		24,6	
Encours sous gestion au 30 juin 2015	901,2	+7,3%	52,8	+39,0%	954,0	+8,7%
Collecte nette/(décollecte nette)	12,6		20,6		33,3	
Effet marché	(1,6)		(0,5)		(2,2)	
Encours sous gestion au 31 décembre 2015	912,1	+1,2%	72,9	+1,4%	985,0	+3,2%
Collecte nette/(décollecte nette)	6,6		10,2		16,8	
Effet marché	3,0		(1,0)		2,0	
Encours sous gestion au 30 juin 2016	921,7	+1,1%	82,1	+12,6%	1 003,8	+1,9%

Amundi a vu ses encours progresser de +1,9% sur le premier semestre de 2016 et de +5,2% sur un an par rapport au 30 juin 2015, pour atteindre un niveau d'encours sous gestion supérieur à 1 000 milliards d'euros, en avance sur les objectifs fixés début 2014¹. A noter en outre que la croissance des encours a été réalisée sur la période quasi exclusivement de manière organique¹.

Cette solide progression des encours est due au fort niveau d'activité qui a permis sur un an glissant une collecte de +50 milliards d'euros dont +17 milliards au premier semestre 2016 dans un marché marqué par une forte aversion aux risques.

La collecte nette au premier semestre 2016 est concentrée sur les placements à moyen-long terme comme détaillé dans les paragraphes ci-dessous. Les *joint ventures* ont contribué pour plus de 60% de la collecte semestrielle.

2.3.1.1. ENCOURS SOUS GESTION ET COLLECTE NETTE PAR CLASSE D'ACTIFS

<i>En milliards d'euros</i>	Encours sous gestion			Var. 30.06.16/ 30.06.15	Collecte nette		Effet marché *	
	30.06.16	31.12.15	30.06.15		S1 2016	S1 2015	S1 2016	S1 2015
Obligations	526	498	486	+ 8,2 %	6,3	15,4	21,8	6,1
Multi-actifs	118	117	117	+ 0,7 %	2,7	9,8	(1,8)	6,1
Actions	125	125	122	+ 2,4 %	5,7	0,8	(5,1)	13,7
Actifs réels, alternatifs et structurés	66	65	65	+ 2,5 %	2,5	1,6	(0,9)	2,9
TOTAL ACTIFS MLT	835	804	790	+ 5,7 %	17,2	27,6	14,0	28,8
Trésorerie	168	181	164	+ 2,7 %	(0,4)	19,0	(12,0)	1,0
TOTAL ENCOURS (Y.C. JV)	1 004	985	954	+ 5,2%	16,8	46,6	2,0	29,8

* Y compris effet périmètre lié à l'acquisition de BAWAG P.S.K. Invest. et reclassification d'un fonds (14 Md€ d'encours gérés) de Trésorerie à Obligations au cours du premier semestre 2016

¹ Objectif annoncé pour fin 2016 dans le cadre du Plan à Moyen Terme de Crédit Agricole S.A. présenté en mars 2014 ; la croissance était anticipée pour un tiers de manière organique et pour deux tiers par croissance externe alors que seuls 5% de la croissance des encours sous gestion vient d'acquisitions.

À fin juin 2016, les **actifs à moyen-long terme (MLT)** s'élevaient à 835 milliards d'euros, soit 83% du total des encours sous gestion, et étaient en hausse de +3,7% par rapport à fin 2015 (804 milliards d'euros).

Cette croissance des encours à moyen-long terme résulte d'une bonne activité commerciale avec une collecte de +17,2 milliards d'euros réalisée sur toutes les classes d'actifs, avec une mention particulière pour les actions (+5,7 milliards d'euros), dans toutes les zones géographiques, en gestion active comme passive, ainsi que les obligations (+6,3 milliards d'euros) et la gestion multi-actifs (+2,7 milliards d'euros). Cette collecte a été réalisée dans un marché difficile craignant de s'engager sur des actifs risqués face à la volatilité qui prévaut depuis quelques trimestres.

A noter dans les actifs réels la poursuite d'une très bonne activité dans l'immobilier, avec 1,7 milliards d'euros collectés sur le semestre, ainsi que la forte collecte enregistrée dans les produits de volatilité à 1,7 milliards d'euros également. Amundi est leader dans cette classe d'actifs qui a retrouvé l'intérêt des investisseurs grâce au retour de la volatilité sur les marchés. Les encours sous gestion à fin juin atteignent 4,1 milliards d'euros.

La gestion passive – ETF, indiciels et smart beta – a bien participé à cette activité, représentant pour le premier semestre 2016 plus de 2,0 milliards d'euros de collecte.

Les produits de **Trésorerie** sont restés stables fin juin 2016 avec de fortes variations en cours de mois. Cette classe d'actif représente 16,7% du total des encours à fin juin 2016.

2.3.1.2. ENCOURS SOUS GESTION ET COLLECTE PAR SEGMENT DE CLIENTELE

En milliards d'euros	Encours sous gestion			Var. 30.06.16/ 30.06.15	Collecte nette	
	30.06.16	31.12.15	30.06.15		S1 2016	S1 2015
Retail hors Joint Ventures	186	190	198	(6,1 %)	(0,1)	14,0
Joint Ventures	82	73	53	+ 55,5 %	10,2	10,7
Retail	268	263	251	+ 6,8 %	10,1	24,7
Souverains, Corporate, ESR et Autres institutionnels ⁽¹⁾	327	324	308	+ 6,1 %	3,4	17,8
Assureurs CA et SG	409	398	395	+ 3,6 %	3,4	4,1
Institutionnels	736	722	703	+ 4,7 %	6,7	21,9
TOTAL HORS JOINT VENTURES	922	912	901	+ 2,3 %	6,6	35,9
TOTAL Y C. JOINT VENTURES	1 004	985	954	+ 5,2 %	16,8	46,6

(1) Y compris fonds de fonds.

Au premier semestre 2016, Amundi a connu un ralentissement de la collecte dans un marché très volatil.

Les encours du segment **Retail** s'élevaient à fin juin 2016 à 268 Mds d'euros, en croissance de +1,3% par rapport au 31 décembre 2015 grâce au fort développement de l'activité des *Joint Ventures* (JV) asiatiques. Les encours *Retail* hors *Joint Ventures* sont en baisse de -2,1% par rapport au 31 décembre 2015.

Les encours sur le segment **Institutionnels** progressent quant à eux de +1,9% par rapport au 31 décembre 2015, passant de 722 milliards d'euros à 736 milliards d'euros.

a) Analyse des encours sous gestion et collecte nette Retail

En milliards d'euros	Encours sous gestion			Var. 30.06.16/ 30.06.15	Collecte nette	
	30.06.16	31.12.15	30.06.15		S1 2016	S1 2015
Réseaux France	95	102	109	(12,8 %)	(4,0)	2,7
Réseaux internationaux	22	21	22	-	0,2	1,2
Joint ventures	82	73	53	+ 54,7 %	10,2	10,7
Distributeurs Tiers	69	66	66	+ 4,5 %	3,7	10,2
TOTAL RETAIL	268	263	251	+ 6,7 %	10,1	24,7
TOTAL RETAIL HORS JOINT VENTURES	186	190	198	(6,1 %)	(0,1)	14,0

Le segment *Retail* représente la majeure partie (60%) de la collecte au premier semestre 2016, avec +10,1 milliards d'euros. Les *Joint Ventures* ont contribué l'essentiel de cette collecte, avec +10,2 milliards d'euros.

Les autres sous-segments sont presque à l'équilibre, grâce à une bonne performance des Distributeurs Tiers, qui ont collecté +3,7 milliards d'euros sur le semestre, et au redressement de la performance des réseaux France au deuxième trimestre : +0,6 milliards d'euros, essentiellement en provenance des particuliers sur des actifs à moyen-long terme. Sur l'ensemble du semestre, les Réseaux France restent néanmoins en décollecte de -4,0 milliards d'euros, principalement due aux produits de trésorerie détenus par les entreprises. Ils sont à l'équilibre sur les actifs à moyen-long terme.

b) Analyse des encours sous gestion et collecte nette Institutionnels

En milliards d'euros	Encours sous gestion			Var. 30.06.16/ 30.06.15	Collecte nette	
	30.06.16	31.12.15	30.06.15		S1 2016	S1 2015
Souverains & Autres Institutionnels ⁽¹⁾	243	238	229	+ 6,3 %	4,7	13,8
Corporates	34	37	30	+ 13,3 %	(3,3)	2,4
Épargne Salariale et Retraite	50	50	50	-	2,0	1,6
Total Institutionnels, hors Assureurs CA et SG	327	325	308	+ 6,2 %	3,4	17,8
Assureurs CA et SG	409	398	395	+ 3,5 %	3,4	4,1
TOTAL INSTITUTIONNELS	736	722	703	+ 4,7 %	6,7	21,9

(1) Y compris fonds de fonds

Le développement commercial sur les Institutionnels est en ligne avec les objectifs : au premier semestre la collecte nette atteint +6,7 milliards d'euros. Les mandats des Assureurs CA et SG ont contribué à hauteur de la moitié de cette collecte, soit +3,4 milliards d'euros. La performance du segment institutionnel a été affectée par la décollecte en provenance des entreprises, soit -3,3 milliards d'euros sur le semestre, pour l'essentiel sur des produits de trésorerie, tous les autres sous-segments affichant une collecte nette positive, y compris sur les actifs à moyen long terme.

2.3.1.3. ENCOURS SOUS GESTION ET COLLECTE NETTE PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

En milliards d'euros	Encours sous gestion			Var. 30.06.16/ 30.06.15	Collecte nette	
	30.06.16	31.12.15	30.06.15		S1 2016	S1 2015
Europe hors France	105	102	90	+16,4 %	4,0	12,3
Asie	130	118	96	+35,8 %	11,9	13,6
Reste du monde	26	26	27	(4,8 %)	(0,7)	0,9
Total International	261	246	213	+22,4 %	15,2	26,8
% total encours sous gestion (y c. Joint ventures)	26,0 %	24,9 %	22,4 %	+ 3,6 pts	90,5 %	57,5 %
% total encours sous gestion (y c. Joint ventures) hors Assureurs France CA et SG	42,9 %	41,8 %	37,3 %	+5,6 pts	107,0 %	62,5 %
France	743	740	741	+ 0,3 %	1,6	19,8
TOTAL ENCOURS (Y C. JV)	1 004	985	954	+ 5,2 %	16,8	46,6
TOTAL ENCOURS (HORS JV)	922	912	901	+ 2,3 %	6,6	35,9

La collecte nette du semestre a été réalisée à plus de 90% à l'international, soit +15,2 milliards d'euros, dont 79% de la collecte nette hors de France réalisée en Asie et 26% en Europe hors de France. A souligner particulièrement à l'international les performances des *Joint Ventures* d'Asie, qui ont collecté +10,1 milliards d'euros sur le semestre, et de l'Italie (+2,0 milliards d'euros). Les encours internationaux augmentent de +22% par rapport au 30 juin 2015.

2.3.2. Compte de résultat consolidé

<i>En millions d'euros</i>	S1 2016	S1 2015	S1 2016/ S1 2015
Revenus nets de gestion	813,3	813,1	0,0 %
Produits nets financiers	34,9	47,5	(26,5 %)
Autres produits nets	(10,2)	(12,0)	(14,9 %)
Revenus nets	838,0	848,6	(1,3 %)
Charges générales d'exploitation	(435,2)	(445,4)	(2,3 %)
Résultat brut d'exploitation	402,8	403,2	(0,1 %)
Coût du risque	0,2	(4,6)	ns
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	12,7	12,5	+ 2,3 %
Gains ou pertes sur autres actifs	-	9,9	(99,9 %)
Variations de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-
Résultat avant impôt	415,7	421,0	(1,3 %)
Impôts sur les bénéfices	(137,2)	(146,7)	(6,4 %)
Résultat net de l'exercice	278,4	274,3	+ 1,5 %
Participations ne donnant pas le contrôle	(0,4)	(0,1)	X 3,4
Résultat net part du Groupe	278,0	274,2	+ 1,4 %
<i>Coefficient d'exploitation</i>	<i>51,9 %</i>	<i>52,5 %</i>	<i>-0,5 pts</i>
Données par action (euro pour une action) :			
Bénéfice par action ajusté	1,66	1,65	

Le **résultat net part du Groupe** du premier semestre s'inscrit à **278 millions d'euros**, en progression de +1,4% par rapport à la même période de 2015.

Cette progression s'appuie sur une performance opérationnelle de haut niveau, avec une bonne résistance des revenus et une nouvelle amélioration de l'efficacité opérationnelle :

- les **revenus nets** sont en baisse très modérée de -1,3%, notamment due à la baisse du résultat financier (-27% par rapport au premier semestre 2015 à 35 millions d'euros) avec une bonne résistance des revenus nets de gestion (commissions nettes de gestion et commissions de surperformance);
- la baisse des **charges d'exploitation** atteint -2,3% par rapport au premier semestre 2015, en rapport avec la baisse des revenus ;

Le **résultat brut d'exploitation (RBE)** baisse de -0,1% par rapport au premier semestre 2015, à 403 m€. Le coefficient d'exploitation est légèrement inférieur à celui du même semestre de l'an dernier, à 51,9% contre 52,5%.

Le **résultat net part du Groupe** ressort en légère progression – **+1,4%** –, grâce à la baisse de la charge d'impôt du semestre (-6,4% par rapport au premier semestre 2015) liée à la baisse du taux d'impôt sur les sociétés en France. Le taux effectif d'impôt est de 34,1%, en légère progression par rapport au premier trimestre (32,4%) du fait de la charge d'impôt sur la distribution de dividende.

Le résultat net part du Groupe par action ressort à 1,66 euro sur le semestre.

2.3.3. Revenus nets

<i>En millions d'euros</i>	S1 2016	S1 2015	S1 2016 /S1 2015
Revenus nets de gestion	813,3	813,1	+0,0 %
Produits nets financiers	34,9	47,5	(26,5 %)
Autres produits nets	(10,2)	(12,0)	(14,9 %)
REVENUS NETS	838,0	848,6	(1,2 %)

Les **revenus nets** ont atteint au premier semestre 838 millions d'euros, en baisse de -1,2% par rapport au premier semestre 2015. Cette baisse s'explique principalement par la baisse des revenus financiers dans des marchés plus difficiles à 35 millions d'euros au premier semestre 2016 en baisse de 27% par rapport à 2015. Les revenus nets de gestion sont stables grâce à une bonne résistance de l'activité et des marges.

2.3.3.1. REVENUS NETS DE GESTION

<i>En millions d'euros</i>	S1 2016	S1 2015	S1 2016 /S1 2015
Commissions nettes	759,9	759,0	+0,1 %
Commissions de surperformance	53,4	54,1	(1,3 %)
REVENUS NETS DE GESTION	813,3	813,1	+0,0 %

Les **revenus nets de gestion** sont stables par rapport au premier semestre 2015, la très légère hausse des **commissions nettes** (+1 million d'euros) compensant la baisse très modérée des **commissions de surperformance** qui s'établissent à 53 millions d'euros pour le semestre.

2.3.3.2. COMMISSIONS NETTES PAR SEGMENT DE CLIENTELE

<i>En millions d'euros</i>	S1 2016	S1 2015	S1 2016 /S1 2015
RETAIL			
Commissions nettes	513	506	+1,5 %
Encours sous gestion moyens hors JV (en milliards d'euros)	185,7	192,2	(3,4 %)
Marge (en points de base – pb)	55,3 pb	52,6 pb	+2,7 pb
INSTITUTIONNEL HORS ASSUREURS CA ET SG			
Commissions nettes	178	180	(1,3 %)
Encours sous gestion moyens (en milliards d'euros)	329,9	308,8	+6,8 %
Marge (en points de base – pb)	10,8 pb	11,7 pb	-0,9 pb
ASSUREURS CA ET SG			
Commissions nettes	69	73	(6,0 %)
Encours sous gestion moyens (en milliards d'euros)	402,9	399,3	+0,9 %
Marge (en points de base – pb)	3,4 pb	3,7 pb	-0,3 pb
TOTAL			
Commissions nettes	760	759	+0,1 %
Encours sous gestion moyens hors JV (en milliards d'euros)	918,5	900,3	+2,0 %
Marge (en points de base – pb)	16,5 pb	16,9 pb	-0,3 pb
Marge hors Assureurs CA et SG (en points de base – pb)	26,8 pb	27,4 pb	-0,6 pb

Les commissions nettes du segment *Retail* – 513 millions d'euros - représentent 68% des commissions nettes totales. Leur progression (+1,5%) fait plus que compenser la baisse dans les autres segments, notamment pour les assureurs Crédit Agricole (CA) et Société Générale (SG) (69 millions d'euros, en baisse de -6,0%) et, dans une moindre mesure, les autres institutionnels (178 millions d'euros, en baisse de -1,3%).

Les marges connaissent donc des évolutions contrastées :

- Le segment *Retail* hors JV voit sa marge se maintenir à un niveau élevé sur le semestre (55,3 points de base) en raison d'un bon niveau de commissions de garanties et d'une amélioration du mix (baisse des encours monétaires dans les Réseaux France);
- Le segment institutionnels hors assureurs CA et SG reste très concurrentiel avec une marge moyenne qui s'établit sur le semestre à 10,8 points de base contre 11,7 points de base au premier semestre 2015 ;
- La marge sur le segment des assureurs est quasi stable à 3,4 points de base sur le premier semestre.

Tous segments confondus, la marge moyenne reste quasi stable par rapport au premier semestre 2015 et s'établit à 16,5 points de base.

2.3.3.3. COMMISSIONS DE SURPERFORMANCE PAR CLASSE D'ACTIFS

En millions d'euros	Commissions de surperformance		S1 2016 /S1 2015
	S1 2016	S1 2015	
Taux (y c. trésorerie)	41	38	+7,3 %
Autres classes d'actifs	12	16	(22,2 %)
TOTAL	53	54	(1,3 %)

Au premier semestre les commissions de surperformance s'élèvent à 53 millions d'euros, en baisse de 1,3% par rapport au premier semestre 2015. La bonne résistance de ces commissions est principalement liée à la progression des commissions de surperformance sur les produits de taux, les encours moyens soumis à ces commissions étant quasi stables.

Sur le premier semestre 2016, ces commissions représentent donc 7% des revenus nets de gestion, stable par rapport au premier semestre 2015.

2.3.4. Charges générales d'exploitation

En millions d'euros	S1 2016	S1 2015	S1 2016 /S1 2015
Charges de personnel	(275,5)	(284,1)	(3,0 %)
Autres charges générales d'exploitation	(159,7)	(161,3)	(0,9 %)
<i>Dont services extérieurs liés au personnel et charges assimilées</i>	(2,7)	(2,6)	+4,2 %
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	(435,2)	(445,4)	(2,3 %)

Les charges générales d'exploitation au premier semestre 2016 s'élèvent à 435 millions d'euros, en baisse de 2,3% par rapport au premier semestre de 2015. Cette baisse traduit essentiellement l'ajustement des rémunérations (-3% par rapport au premier semestre 2015). Les investissements de développement ont été maintenus.

Les charges générales d'exploitation représentent 9,5 points de base des encours sous gestion moyens hors JV au premier semestre 2016, contre 9,9 pb au premier semestre 2015.

2.3.5. Résultat brut d'exploitation et coefficient d'exploitation

En millions d'euros	S1 2016	S1 2015	S1 2016 /S1 2015
Revenus nets (a)	838,0	848,6	(1,2 %)
Charges générales d'exploitation (b)	(435,2)	(445,4)	(2,3 %)
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	402,8	403,2	(0,1 %)
<i>Coefficient d'exploitation (b)/(a) (en %)</i>	<i>51,9 %</i>	<i>52,5 %</i>	<i>-0,5 pt</i>

Le Résultat Brut d'Exploitation est quasi stable entre le premier semestre 2016 et 2015 et s'établit à 403 millions d'euros. Cette évolution illustre la bonne maîtrise des charges dans un contexte de revenus en légère baisse.

2.3.6. Quote-part du résultat des sociétés mises en équivalence et autres éléments

La **quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence** progresse de 2,3% à 12,7 millions d'euros au premier semestre. Cette variation est impactée par la diminution du pourcentage d'intérêt dans la société NH-CA (Corée du Sud, mise en équivalence) de 40% à 30% (dilution liée à l'augmentation de capital de fin 2015).

Après prise en compte des participations ne donnant pas le contrôle et de la charge d'impôts qui s'élève au premier semestre 2016 à 137 millions d'euros, le **résultat net part du Groupe** s'établit à **278 millions d'euros**, en hausse de 1,4 % par rapport au premier semestre 2015.

2.4. ENDETTEMENT FINANCIER NET ET FONDS PROPRES DISPONIBLES

2.4.1. Endettement financier net

Comme au 31 décembre 2015, la position financière d'Amundi au 30 juin 2016 est nette prêteuse comme l'indique le tableau ci-dessous :

En millions d'euros	30.06.2016
a. Trésorerie nette	506
b. Placements volontaires (hors <i>seed money</i>) dans les fonds monétaires et dépôts bancaires court terme	643
c. Placements volontaires (hors <i>seed money</i>) dans les fonds obligataires	1 289
d. Liquidités (a+b+c)	2 438
e. Position nette d'appels de marge sur les dérivés ⁽¹⁾	(60)
<i>Dont à l'actif du bilan</i>	<i>736</i>
<i>Dont au passif du bilan</i>	<i>795</i>
f. Dettes à court terme auprès des établissements de crédit	39
g. Part à moins d'un an des dettes à moyen et long terme auprès des établissements de crédit	49
h. Dettes financières courantes auprès des établissements de crédit (f+g)	88
i. Part à plus d'un an des dettes à moyen long terme auprès des établissements de crédit	49
j. Dettes financières non courantes auprès des établissements de crédit	49
K. ENDETTEMENT FINANCIER NET (H+J-D-E)	(2 240)

(a) La trésorerie nette correspond aux soldes à l'actif et au passif des comptes à vue auprès des établissements de crédit ainsi que les comptes de caisse et banque centrale.

(h) et (i) Les dettes auprès des établissements de crédit ne sont assorties d'aucune caution ni garantie.

Par ailleurs, le Groupe a conclu le 23 octobre 2015 un contrat de crédit revolving syndiqué multi-devises d'un montant de 1 750 millions d'euros avec un syndicat international de prêteurs, d'une maturité initiale de cinq ans à compter de sa date de signature. Ce contrat a pour objectif d'augmenter le profil de liquidité du Groupe dans l'ensemble des devises couvertes et d'en sécuriser l'accès notamment, le cas échéant, pour

(1) Le principal facteur de variation de la position de trésorerie du Groupe provient des appels de marge sur les dérivés collatéralisés. Ce montant varie en fonction de la valeur de marché des dérivés sous-jacents.

faire face à des sorties sur certains fonds du Groupe. Il comprend deux covenants qui étaient respectés au 30 juin 2016.

À noter qu'au 30 juin 2016 le LCR (Liquidity Coverage Ratio, ratio de couverture des besoins en liquidité à un mois sous situation de stress) d'Amundi était de 170 %.

2.4.2. Fonds propres disponibles

Le niveau des fonds propres d'Amundi sont très supérieurs aux exigences réglementaires applicables au titre de la réglementation des établissements de crédit. Par ailleurs, Amundi a fait le choix d'une politique prudente de financement de ses titres de participation et du seed money en les finançant essentiellement sur fonds propres.

Amundi mesure le surplus de fonds propres dont dispose le Groupe par le biais d'un indicateur : « les fonds propres disponibles ». Le montant des fonds propres disponibles est égal aux fonds propres tangibles, moins la somme (i) des besoins réglementaires en capital ajustés, (ii) des valeurs comptables des titres de participation, et (iii) du montant normatif du seed money non monétaire :

- fonds propres tangibles : les fonds propres part du Groupe figurant au bilan après déduction des survaleurs et des autres actifs incorporels ;
- besoins réglementaires en capital ajustés : cet indicateur est basé sur un ratio CET1 (Common Equity Tier 1) de 10 % appliqué aux emplois pondérés (EP) après déduction des EP relatifs au seed money non monétaire, aux titres de participation et aux investissements volontaires qui correspondent au placement des fonds propres du Groupe, et, après prise en compte des déductions applicables aux fonds propres selon la réglementation en vigueur ; les EP relatifs au seed money non monétaire et aux titres de participation sont exclus des besoins réglementaires ajustés parce que la part des fonds propres tangibles employés pour les financer est déduite directement dans le calcul des fonds propres disponibles. Pour information, les besoins réglementaires en capital non ajustés sur la base d'un ratio CET1 de 10 % étaient de 798 millions d'euros au 30 juin 2016 ;
- titres de participation : il s'agit des participations non consolidées dans des institutions financières (principalement Resona) et dans les entités consolidées par mise en équivalence ;
- montant normatif du seed money non monétaire : la Direction Générale considère que, compte tenu du rythme de lancement de nouveaux fonds d'Amundi dans des conditions de marché normales, Amundi devrait maintenir un montant d'investissements en seed money (hors monétaire) compris entre 600 millions d'euros et 800 millions d'euros ; le milieu de la fourchette, soit 700 millions d'euros, a été retenu pour le calcul dans le tableau ci-dessous.

Le tableau suivant présente le calcul des fonds propres disponibles d'Amundi au 30 juin 2016 :

Fonds Propres Disponibles	30/06/2016
<i>En millions d'euros</i>	
Fonds propres tangibles (part de Groupe)	3 176
Besoins réglementaires en capital ajustés	(624)
Titres de participation	(335)
Seed money non monétaire (normatif)	(700)
Fonds propres disponibles	1 517

Les fonds propres disponibles d'Amundi peuvent être déployés pour financer des opérations de croissance externe et viennent assurer le caractère soutenable de la politique de distribution du Groupe.

2.5. TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Les principales transactions avec les parties liées sont décrites dans les comptes consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2016 en note 5.2.3 « transactions avec les parties liées ».

2.6. TENDANCES RECENTES ET PERSPECTIVES

2.6.1. Perspectives

Au cours des prochains trimestres, les reprises se poursuivront dans les grands pays développés, alimentées surtout par la demande interne. La crise politique ouverte avec le Royaume-Uni causera toutefois un ralentissement temporaire en zone euro. L'économie américaine, pour sa part, décélèrera en pente douce sous l'effet d'une baisse du rythme des créations d'emploi. Les pays émergents resteront aux prises avec de multiples défis. L'économie chinoise continuera de décélérer, mais sans choc brutal, tandis que plusieurs pays en proie à de sévères récessions en 2015 connaîtront un début d'amélioration.

Sur les marchés des taux, la Réserve fédérale aux Etats-Unis devrait faire preuve de beaucoup de prudence dans la hausse de ses taux directeurs en raison de l'incertitude politique générée par le résultat du référendum britannique et de la décélération de l'économie américaine elle-même (notamment le marché de l'emploi). En Allemagne, les rendements obligataires resteront très bas. L'attention se portera à nouveau sur le programme d'achats de la Banque Centrale Européenne (BCE). Les différentes contraintes liées à ce programme limitent le stock de titres qui y sont éligibles, ce qui conduira la BCE à en revoir les modalités.

Pour le second semestre, nous nous attendons donc à des marchés davantage volatils que directionnels. Dans cet environnement, le marché américain devrait continuer de mieux résister que les marchés européens et japonais. Les marchés émergents devraient tirer leur épingle du jeu. Les réactions accommodantes de politique monétaire (annoncée ou à venir), partout dans le monde, ne font que renforcer la prudence sur les valeurs financières européennes, au moins pour les mois d'été. En revanche, cela est favorable aux thèmes liés à la qualité et à la soutenabilité des dividendes. Plus spécifiquement, le fait que la Réserve fédérale tempore dans sa volonté de monter les taux laisse la voie libre pour une poursuite de la hausse des prix des matières premières et des valeurs qui y sont sensibles, ainsi que des marchés émergents.

Dans ce contexte, **Amundi** entend poursuivre la mise en œuvre de sa stratégie de croissance sur ses deux métiers Retail et Institutionnel aussi bien en France qu'à l'international.

Le 23 mai 2016 notamment, Amundi a annoncé avoir signé un accord en vue de l'acquisition de KBI, une société de gestion d'actifs basée en Irlande, spécialiste en *global equity* (8 Md€ d'encours sous gestion), en forte croissance. Cette acquisition, dont la finalisation est attendue au troisième trimestre, présente un potentiel de synergies élevé, grâce à la complémentarité de clientèles entre KBI et Amundi, et devrait respecter les critères d'acquisition fixés au moment de l'introduction en bourse, notamment un retour sur investissement de 10% en trois ans.

Cette acquisition qui renforce le dispositif et s'inscrit pleinement dans la stratégie d'Amundi n'a aucun effet sur les comptes consolidés au 30 juin 2016.

2.6.2. Tendances récentes

Les événements récents postérieurs à la clôture sont décrits dans la note annexe 5.5 aux comptes consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2016.

2.7. FACTEURS DE RISQUES

Les principaux facteurs de risques auxquels le Groupe est confronté sont décrits de façon détaillée dans le chapitre 05 « Gestion des risques et adéquation des fonds propres » du Document de Référence du Groupe enregistré auprès de l'Autorité des marchés financiers le 20 avril 2016 sous le numéro R. 16-025.

Cette description reste valable, le Groupe n'ayant identifié aucun autre facteur de risque significatif intervenu au premier semestre 2016 ou susceptible de l'affecter d'ici la fin de l'exercice en cours.

3. Comptes Consolidés intermédiaires résumés du 30 juin 2016

Les comptes consolidés sont constitués du cadre général, des états financiers consolidés et des notes annexes aux états financiers.

3.1. CADRE GENERAL

Le groupe Amundi (« Amundi ») est un ensemble de sociétés ayant pour activité principale la gestion d'actifs pour le compte de tiers.

Amundi est l'entité consolidante du groupe Amundi et est une Société Anonyme à conseil d'administration (numéro d'immatriculation 314 322 902 RCS Paris - France) au capital de 418 113 092,50 euros composé de 167 245 237 titres d'un nominal de 2,50 euros. Son siège social est situé au 91-93 boulevard Pasteur 75015 Paris.

Les actions Amundi sont admises aux négociations sur Euronext Paris. Amundi est soumise à la réglementation boursière en vigueur, notamment pour ce qui concerne les obligations d'information du public.

Amundi est un établissement de crédit agréé par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution sous le numéro 19530. Les sociétés du groupe exerçant une activité de gestion ont obtenu des autorités de surveillance dont elles dépendent, soit en France, soit à l'étranger, les agréments nécessaires à celle-ci.

Au 30 juin 2016, Amundi est détenue par Crédit Agricole S.A. à hauteur de 74,16%, par SACAM Développement (groupe Crédit Agricole) à hauteur de 1,37% et est consolidée par intégration globale dans les comptes de Crédit Agricole S.A. et du groupe Crédit Agricole.

3.2. ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

3.2.1. Compte de résultat

<i>En milliers d'euros</i>	<i>Notes</i>	S1 2016	2015	S1 2015
Revenus des commissions et autres produits des activités clientèle	<i>a</i>	1 291 055	2 730 000	1 407 477
Charges de commissions et autres charges des activités clientèle	<i>b</i>	(491 761)	(1 133 599)	(599 371)
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat sur activités clientèle	<i>c</i>	14 014	7 081	4 977
Intérêts et produits assimilés	<i>d</i>	3 390	11 224	6 897
Intérêts et charges assimilés	<i>e</i>	(5 865)	(16 356)	(6 275)
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	<i>f</i>	14 425	27 529	20 517
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	<i>g</i>	22 911	54 027	26 314
Produits des autres activités	<i>h</i>	4 274	7 776	5 004
Charges des autres activités	<i>i</i>	(14 459)	(30 800)	(16 966)
Revenus nets des commissions et autres activités clientèle (a)+(b)+(c)	2.1	813 307	1 603 482	813 083
Produits nets financiers (d)+(e)+(f)+(g)	2.2	34 861	76 424	47 453
Autres produits nets (h)+(i)	2.3	(10 185)	(23 025)	(11 962)
REVENUS NETS		837 983	1 656 881	848 574
Charges générales d'exploitation	2.4	(435 206)	(883 220)	(445 370)
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		402 777	773 662	403 204
Coût du risque	2.5	158	(6 563)	(4 560)
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence		12 744	25 213	12 456
Gains ou pertes sur autres actifs	2.6	14	13 587	9 895
Variations de valeur des écarts d'acquisition		-	-	-
RESULTAT AVANT IMPÔT		415 694	805 899	420 994
Impôts sur les bénéfices	2.7	(137 248)	(286 027)	(146 689)
RESULTAT NET DE L'EXERCICE		278 445	519 871	274 305
Participations ne donnant pas le contrôle		(400)	(1 241)	(117)
RESULTAT NET - PART DU GROUPE		278 046	518 630	274 189

3.2.2. Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

En milliers d'euros	Notes	S1 2016	2015	S1 2015
Résultat net		278 445	519 871	274 305
<i>Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi</i>		(3 694)	(80)	1 892
<i>Gains et pertes sur actifs non courants destinés à être cédés</i>		-	-	-
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables, hors entités mises en équivalence		(3 694)	(80)	1 892
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entités mises en équivalence		-	-	-
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables, hors entités mises en équivalence		1 274	(594)	(832)
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entités mises en équivalence		-	-	-
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres et non recyclables ultérieurement en résultat		(2 419)	(674)	1 060
<i>Gains et pertes sur écarts de conversion (a)</i>		15 466	17 808	16 991
<i>Gains et pertes sur actifs disponibles à la vente (b)</i>	3.5.2	(62 011)	(42 272)	(15 466)
<i>Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture (c)</i>		-	-	-
<i>Gains et pertes sur actifs non courants destinés à être cédés (d)</i>		-	-	-
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables, hors entités mises en équivalence (a)+(b)+(c)+(d)		(46 546)	(24 464)	1 525
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables, hors entités mises en équivalence		(3 640)	5 380	5 446
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entités mises en équivalence		2 032	11 468	7 006
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entités mises en équivalence		-	-	-
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables ultérieurement en résultat		(48 154)	(7 615)	13 977
GAINS ET PERTES NETS COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES		(50 573)	(8 289)	15 037
RÉSULTAT NET TOTAL y compris GAINS ET PERTES NETS COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES		227 873	511 582	289 342
dont part du Groupe		227 410	510 360	289 225
dont participations ne donnant pas le contrôle		462	1 222	117

3.2.3. Bilan actif

<i>En milliers d'euros</i>	<i>Notes</i>	30.06.2016	31.12.2015
Caisse et banques centrales	3.1.	20	25
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	3.2.	5 364 891	5 583 856
Actifs financiers disponibles à la vente	3.5.	1 682 546	1 478 869
Prêts et créances sur les établissements de crédit	3.6.	692 556	738 716
Actifs d'impôts courants et différés	3.8.	186 390	106 931
Comptes de régularisation et actifs divers	3.9.	1 430 010	1 743 460
Participations dans les entreprises mises en équivalence		125 358	125 873
Immobilisations corporelles	3.10.	42 538	44 356
Immobilisations incorporelles	3.10.	109 321	111 210
Ecarts d'acquisition	3.11.	3 003 094	2 998 546
TOTAL DE L'ACTIF		12 636 724	12 931 842

3.2.4. Bilan passif

<i>En milliers d'euros</i>	<i>Notes</i>	30.06.2016	31.12.2015
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	3.3.	4 170 352	3 860 331
Dettes envers les établissements de crédit	3.7.	140 607	460 566
Passifs d'impôts courants et différés	3.8.	186 298	79 452
Comptes de régularisations et passifs divers	3.9.	1 760 913	2 036 662
Provisions		85 229	81 488
Total dettes		6 343 399	6 518 499
Capitaux propres part du groupe		6 288 343	6 406 761
Capital et réserves liées	3.12.1	1 538 439	1 542 788
Réserves consolidées		4 480 833	4 303 683
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		(8 974)	41 661
Résultat de la période		278 046	518 630
Participations ne donnant pas le contrôle		4 983	6 582
Total capitaux propres		6 293 326	6 413 344
TOTAL DU PASSIF		12 636 724	12 931 842

3.2.5. Tableau de variation des capitaux propres

en milliers d'euros	Part du Groupe					
	Capital et réserves liées			Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		
	Capital	Primes et réserves consolidées liées au capital	Eliminations des titres autodétenus	Total capital et réserves consolidées	En capitaux propres non recyclables	En capitaux propres recyclables
Capitaux propres au 31 décembre 2014	416 979	5 166 745		5 583 725	(8 843)	58 778
Affectation du résultat 2014 retraité		489 675		489 675		
Capitaux propres au 1er janvier 2015	416 979	5 656 420		6 073 400	(8 843)	58 778
Augmentation de capital				-		
Dividendes versés au 1er semestre 2015		(243 515)		(243 515)		
Effet des acquisitions et cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle				-		
Mouvements liés aux paiements en actions				-		
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	-	(243 515)		(243 515)	-	-
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				-	1 060	6 970
Quote-part dans les variations de capitaux propres des entreprises mises en équivalence				-		7 006
Résultat du 1er semestre 2015				-		
Résultat global du 1er semestre 2015	-	-		-	1 060	13 976
Autres variations		624		624		
Capitaux propres au 30 juin 2015	416 979	5 413 530		5 830 509	(7 783)	72 753
Augmentation de capital	1 134	14 839		15 973		
Dividendes versés au 2nd semestre 2015		-		-		
Effet des acquisitions et cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle				-		
Mouvements liés aux paiements en actions				-		
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	1 134	14 839		15 973	-	-
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				-	(1 715)	(19 967)
Quote-part dans les variations de capitaux propres des entreprises mises en équivalence				-		(1 624)
Résultat du 2nd semestre 2015				-		
Résultat global du 2nd semestre 2015	-	-		-	(1 715)	(21 591)
Autres variations		(10)		(10)		(5)
Capitaux propres au 31 décembre 2015	418 114	5 428 358		5 846 471	(9 498)	51 158
Affectation du résultat 2015		518 630		518 630		
Capitaux propres au 1er janvier 2016	418 114	5 946 988	-	6 365 101	(9 498)	51 158
Augmentation de capital				-		
Variation des titres auto-détenus			(4 350)	(4 350)		
Dividendes versés au 1er semestre 2016		(342 754)		(342 754)		
Effet des acquisitions et cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle		235		235		
Mouvements liés aux paiements en actions		1 036		1 036		
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	-	(341 483)	(4 350)	(345 833)	-	-
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				-	(2 481)	(44 514)
Quote-part dans les variations de capitaux propres des entreprises mises en équivalence				-		(3 640)
Résultat du 1er semestre 2016				-		
Résultat global du 1er semestre 2016	-	-		-	(2 481)	(48 154)
Autres variations		3		3		
Capitaux propres au 30 juin 2016	418 114	5 605 508	(4 350)	6 019 272	(11 979)	3 004

Participations ne donnant pas le contrôle

Résultat net	Capitaux propres Part du Groupe	Capital réserves consolidées et résultat	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		Participations ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres consolidés
			En capitaux propres non recyclables	En capitaux propres recyclables		
489 675	6 123 333	6 274	(67)	-	6 207	6 129 540
(489 675)	-	-	-	-	-	-
-	6 123 333	6 274	(67)	-	6 207	6 129 540
-	(243 515)	(1 008)	-	-	(1 008)	(244 524)
-	-	-	-	-	-	-
-	(243 515)	(1 008)	-	-	(1 008)	(244 524)
-	8 030	-	-	-	-	8 030
-	7 006	-	-	-	-	7 006
274 189	274 189	117	-	-	117	274 305
274 189	289 225	117	-	-	117	289 342
-	624	-	-	-	-	624
274 189	6 169 667	5 383	(67)	-	5 317	6 174 984
-	15 973	-	-	-	-	15 973
-	-	160	-	-	160	160
-	-	-	-	-	-	-
-	15 973	160	-	-	160	16 133
-	(21 682)	-	(19)	-	(19)	(21 701)
-	(1 624)	-	-	-	-	(1 624)
244 441	244 441	1 124	-	-	1 124	245 565
244 441	221 135	1 124	(19)	-	1 105	222 240
-	(15)	-	-	-	-	(15)
518 630	6 406 761	6 667	(86)	-	6 582	6 413 344
(518 630)	-	-	-	-	-	-
-	6 406 761	6 667	(86)	-	6 582	6 413 344
-	(4 350)	-	-	-	-	(4 350)
-	(342 754)	(1 327)	-	-	(1 327)	(344 081)
-	235	(734)	-	-	(734)	(499)
-	1 036	-	-	-	-	1 036
-	(345 833)	(2 061)	-	-	(2 061)	(347 894)
-	(46 995)	-	62	-	62	(46 933)
-	(3 640)	-	-	-	-	(3 640)
278 046	278 046	400	-	-	400	278 445
278 046	227 410	400	62	-	462	227 873
-	3	-	-	-	-	3
278 046	6 288 343	5 006	(24)	-	4 983	6 293 326

3.2.6. Tableau des flux de trésorerie

Le tableau de flux de trésorerie du groupe est présenté ci-après selon le modèle de la méthode indirecte. Les flux de l'exercice sont présentés par nature : activités opérationnelles, activités d'investissement et activités de financement.

Les *activités opérationnelles* sont représentatives des activités pour compte de tiers qui se traduisent principalement par des flux de commissions ainsi que des activités pour compte propre (placements et financements associés, intermédiation de swaps entre les fonds et le marché...). Les flux d'impôts sont présentés en totalité dans les activités opérationnelles.

Les *activités d'investissement* reprennent les acquisitions et cessions des participations consolidées et non consolidées ainsi que les acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles. Les titres des participations non consolidées repris dans cette rubrique sont classés comptablement dans le poste « Actifs financiers disponibles à la vente ».

Les *activités de financement* recouvrent l'ensemble des opérations portant sur les capitaux propres (émissions, rachats d'actions ou autres instruments de capitaux propres, distribution de dividendes...).

La notion de *trésorerie nette* comprend la caisse, les créances et dettes auprès des banques centrales, les comptes ordinaires de banque (actif et passif) et prêts à vue auprès des établissements de crédit ainsi que les comptes et prêts au jour le jour.

En milliers d'euros	Notes	S1 2016	2015	S1 2015
Résultat avant impôt		415 694	805 899	420 994
Dotations nettes aux amortissements et provisions des immobilisations corporelles et incorporelles		7 236	15 164	7 373
Dépréciation des écarts d'acquisition		-	-	-
Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions		876	8 602	9 004
Quote-parts de résultat liées aux sociétés mises en équivalence		(12 744)	(25 213)	(12 456)
Résultat net des activités d'investissement		62	(13 587)	(9 920)
Résultat net des activités de financement		-	-	-
Autres mouvements		(68 812)	(21 916)	17 327
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements		(73 383)	(36 950)	11 328
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit ⁽¹⁾		(342 245)	(154 420)	234 422
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers ⁽²⁾	3.6. 3.7.	276 324	433 890	145 166
Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers ⁽³⁾		122 334	(385 049)	(221 808)
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		9 619	12 931	9 332
Impôts versés	2.7.	(106 730)	(334 785)	(159 718)
Diminution (augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles		(40 698)	(427 434)	7 393
Flux nets de trésorerie générés par l'activité opérationnelle	(a)	301 612	341 515	439 716
Flux liés aux participations		(16 068)	(298 457)	(296 572)
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles		(12 430)	(17 103)	(6 880)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(b)	(28 498)	(315 560)	(303 452)
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires		(348 431)	(228 394)	(244 532)
Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement		-	-	-
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	(c)	(348 431)	(228 394)	(244 532)
Effet de la variation des taux de change et autres flux de variation sur la trésorerie	(d)	10 217	13 910	13 002
VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE	(a + b + c + d)	(65 100)	(188 530)	(95 266)
Trésorerie à l'ouverture		570 610	759 140	759 140
Solde net des comptes de caisse et banques centrales		25	26	26
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit		570 585	759 114	759 114
Trésorerie à la clôture		505 510	570 610	663 873
Solde net des comptes de caisse et banques centrales		20	25	33
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit		505 490	570 585	663 840
VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE		(65 100)	(188 530)	(95 266)

(1) Les flux avec les établissements de crédit intègrent en particulier le remboursement de prêts et d'emprunts avec Crédit Agricole SA.

(2) Les flux des opérations affectant les actifs et passifs financiers intègrent les investissements et désinvestissements dans le portefeuille de placement nets des cessions. Au 30 juin 2016, le flux est lié à des opérations de désinvestissements.

(3) Les flux des actifs et passifs non financiers comprennent les appels de marge sur les dérivés collatéralisés ; ces montants fluctuent en fonction de la juste valeur des dérivés sous-jacents

3.3. NOTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

Faits marquants

Note 1 Principes et méthodes

- 1.1 Normes applicables et comparabilité
- 1.2 Format de présentation des états financiers
- 1.3 Principes et méthodes comptables

Note 2 Notes relatives au résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

- 2.1 Revenus nets de gestion
- 2.2 Produits nets financiers
- 2.3 Autres produits nets
- 2.4 Charges générales d'exploitation
- 2.5 Coût du risque
- 2.6 Gains et pertes sur autres actifs
- 2.7 Impôts
- 2.8 Variations des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

Note 3 Notes relatives au bilan

- 3.1 Caisse et banques centrales
- 3.2 Actifs financiers à la juste valeur par résultat
- 3.3 Passifs financiers à la juste valeur par résultat
- 3.4 Informations sur la compensation des actifs et passifs financiers
- 3.5 Actifs financiers disponibles à la vente
- 3.6 Actif-Prêts et créances sur les établissements de crédit
- 3.7 Passif-Dettes envers les établissements de crédit
- 3.8 Actifs et passifs d'impôts courants et différés
- 3.9 Comptes de régularisation, actifs et passifs divers
- 3.10 Immobilisations corporelles et incorporelles
- 3.11 Ecart d'acquisition
- 3.12 Capitaux propres

Note 4 Juste valeur des instruments financiers

- 4.1 Dérivés
- 4.2 Autres actifs et passifs financiers
- 4.3 Actifs financiers valorisés à la juste valeur au bilan
- 4.4 Passifs financiers valorisés à la juste valeur au bilan
- 4.5 Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût

Note 5 Autres informations

- 5.1. Information sectorielle
- 5.2. Parties liées
- 5.3. Périmètre de consolidation
- 5.4. Engagements hors bilan
- 5.5. Evènements postérieurs à la clôture

Faits marquants

Le 23 mai 2016, Amundi a signé un accord définitif pour l'acquisition de la société de gestion Irlandaise KBI (Kleinwort Benson Investors).

Au 30 juin 2016, cette opération est conditionnée à l'obtention des approbations des autorités réglementaires.

Compte-tenu de l'existence de ces clauses suspensives, la société KBI devrait être consolidée au cours du deuxième semestre 2016, après finalisation de l'opération.

Le périmètre de consolidation et ses évolutions au 30 juin 2016 sont présentés de façon détaillée en note 5.3.

Note 1 Principes et méthodes

1.1. Normes applicables et comparabilité

Les comptes consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2016 ont été établis conformément aux normes IAS/IFRS et aux interprétations IFRIC applicables au 30 juin 2016 et telles qu'adoptées par l'Union européenne. Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission européenne, à l'adresse suivante : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm.

Les comptes consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2016 ont été préparés en suivant les dispositions de la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire, qui permet de présenter une sélection de notes annexes. Ainsi les comptes consolidés intermédiaires n'incluent pas toutes les notes annexes et les informations requises par les normes IFRS pour les comptes consolidés annuels et doivent être lus conjointement avec les comptes consolidés de l'exercice 2015, sous réserve des particularités propres à l'établissement des comptes intermédiaires.

1.1.1. Référentiel appliqué au 30.06.2016

Les principes et méthodes comptables retenus pour l'établissement des comptes consolidés du Groupe Amundi au 30 juin 2016 sont identiques à ceux utilisés pour l'élaboration des comptes consolidés de l'exercice clos au 31 décembre 2015, à l'exception des normes, amendements ou interprétations suivants nouvellement applicables au 1^{er} janvier 2016 :

Normes, amendements ou interprétations	Date de publication par l'Union Européenne	Date de première application obligatoire exercices ouverts à compter du
Amendement IAS 19 : Régimes à prestations définies : cotisations des membres du personnel	17 décembre 2014 (UE n° 2015/29)	1er février 2015
Améliorations des IFRS cycle 2010-2012 : IFRS 2 Conditions d'acquisition des droits, de marché, de performance, de service	17 décembre 2014 (UE n° 2015/28)	1er février 2015
Améliorations des IFRS cycle 2010-2012 : IFRS 3 Comptabilisation d'un ajustement éventuel du prix	17 décembre 2014 (UE n° 2015/28)	1er février 2015
Améliorations des IFRS cycle 2010-2012 : IFRS 8 Regroupement de secteurs opérationnels et réconciliation des actifs sectoriels avec le total des actifs	17 décembre 2014 (UE n° 2015/28)	1er février 2015
Améliorations des IFRS cycle 2010-2012 : IAS 16 et IAS 38 Réévaluation et ajustement proportionnel de l'amortissement cumulé	17 décembre 2014 (UE n° 2015/28)	1er février 2015
Améliorations des IFRS cycle 2010-2012 : IAS 24 Définition d'une partie liée et notion de services de direction ("key management personnel services")	17 décembre 2014 (UE n° 2015/28)	1er février 2015
Amendements à IFRS 11 « Acquisition d'une quote-part dans une activité conjointe »	24 novembre 2015 (UE 2015/2173)	1er janvier 2016
Amendements à IAS 16 et IAS 38 « Clarification sur les méthodes d'amortissement acceptables »	2 décembre 2015 (UE 2015/2231)	1er janvier 2016
Améliorations des IFRS cycle 2012-2014 : IAS19 Précision sur le taux de rendement des obligations d'état utilisé pour l'actualisation de la dette actuarielle.	15 décembre 2015 (UE 2015/2343)	1er janvier 2016
Améliorations des IFRS cycle 2012-2014 : IAS34 Clarification sur l'emplacement des autres informations à fournir.	15 décembre 2015 (UE 2015/2343)	1er janvier 2016
Améliorations des IFRS cycle 2012-2014 : IFRS 5 Précision sur les modifications apportées à un plan de cession	15 décembre 2015 (UE 2015/2343)	1er janvier 2016
Amendement à IAS 1 "Présentation des états financiers"	18 décembre 2015 (UE 2015/2406)	1er janvier 2016

1.1.2. Normes IFRS non encore adoptées par l'Union européenne

Par ailleurs, les normes et interprétations publiées par l'IASB mais non encore adoptées par l'Union européenne n'entreront en vigueur d'une manière obligatoire qu'à partir de cette adoption et ne sont donc pas appliquées par le Groupe au 30 juin 2016. Ces normes concernent principalement :

Normes, amendements ou interprétations	Dates de publications par l'IASB	Date de première application obligatoire exercices ouverts à compter du
IFRS 9 "Instruments financiers"	12 novembre 2009, 28 octobre 2010, 16 décembre 2011, 19 novembre 2013 et 24 juillet 2014	1er janvier 2018
IFRS 15 " Revenus des contrats passés avec les clients "	28 mai 2014	1er janvier 2018
IFRS 16 " Contrats de location "	13 janvier 2016	1er janvier 2019

Le Groupe est en cours d'analyse des impacts et n'a pas identifié à ce stade d'impact significatif sur les comptes au titre des normes non encore applicables.

1.2. Format de présentation des états financiers

Amundi présente son bilan par ordre de liquidité décroissante. Le bilan actif et passif est présenté en 3.2.3. et 3.2.4.

Le compte de résultat est présenté par nature en 3.2.1.

Les principaux agrégats du compte de résultat sont :

- les revenus nets, incluant les revenus nets des commissions et des autres activités clientèle (note 2.1) et les produits nets financiers (note 2.2),
- les charges générales d'exploitation (note 2.4),
- le coût du risque (note 2.5),
- la quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence,
- les gains ou pertes sur autres actifs (note 2.6).

1.3. Principes et méthodes comptables

Les principes et méthodes comptables appliqués par le groupe sont décrits en détail dans les comptes consolidés de l'exercice 2015.

1.3.1. Utilisation de jugements et estimations dans la préparation des comptes semestriels

Pour la préparation des comptes consolidés intermédiaires résumés, le groupe procède à un certain nombre d'estimations et retient certaines hypothèses jugées réalistes et raisonnables. Ces estimations se traduisent dans la détermination des produits et des charges et l'évaluation des actifs et passifs ainsi que dans l'information figurant en annexe aux états financiers.

Cet exercice suppose que la Direction exerce son jugement sur la base des informations disponibles au moment de l'établissement des comptes. En raison des incertitudes inhérentes à tout processus d'évaluation, le Groupe révisé ses estimations sur la base d'informations régulièrement mises à jour. Il est donc possible que les résultats futurs des opérations concernées diffèrent de ces estimations.

Les résultats futurs peuvent en effet être influencés par de nombreux facteurs, notamment (cette liste n'est pas exhaustive) :

- les activités des marchés nationaux et internationaux ;
- les fluctuations des taux d'intérêt, de change et des actions ainsi que des spreads de crédit ;
- la conjoncture économique et politique dans certains secteurs d'activité ou pays ;
- les modifications de la réglementation ou de la législation.

Les estimations significatives réalisées par le Groupe pour l'établissement des comptes consolidés intermédiaires portent principalement sur :

- l'évaluation de la valeur recouvrable des écarts d'acquisition ;
- l'appréciation de la notion de contrôle ;
- l'évaluation à la juste valeur des instruments financiers ;
- l'évaluation des provisions au titre des garanties octroyées aux fonds structurés, des engagements de retraite et des risques juridiques et réglementaires ;
- les dépréciations des titres disponibles à la vente.

Aucun changement significatif n'est intervenu dans ces domaines au cours du premier semestre 2016.

1.3.2. Principes comptables applicables à l'arrêté intermédiaire

Saisonnalité de l'activité

Les activités du groupe ne présentant pas de caractère saisonnier ou cyclique, les résultats du premier semestre ne sont pas influencés par ces facteurs.

Toutefois, les commissions à verser ou à recevoir sous condition de réalisation d'un objectif de performance sont comptabilisées en date intermédiaire uniquement si l'ensemble des conditions suivantes sont respectées :

- le montant des commissions peut être évalué de façon fiable,
- il est probable que les avantages économiques associés à la prestation iront à l'entreprise,
- le degré d'avancement de la prestation peut être évalué de façon fiable, et les coûts encourus pour la prestation et les coûts pour achever celle-ci peuvent être évalués de façon fiable.

Ainsi, les commissions de surperformance sont reconnues en résultat à l'échéance de la période de calcul, à l'exception des fonds monétaires pour lesquelles elles sont reconnues au fur et à mesure à chaque arrêté intermédiaire.

Impôts

Dans le cadre de l'arrêté intermédiaire, la charge d'impôt (courante et différée) est estimée en retenant le taux annuel moyen estimé.

Engagements de retraite

Le coût des retraites pour une période intermédiaire est calculé sur la base des évaluations actuarielles de l'exercice précédent, le groupe ne procédant pas à une évaluation actuarielle en cours d'année. Ces évaluations actuarielles de fin d'année sont toutefois ajustées pour tenir compte d'événements non récurrents au cours du semestre susceptibles d'avoir un impact sur l'engagement. Par ailleurs, les montants comptabilisés au titre des régimes à prestations définies sont le cas échéant ajustés pour tenir compte des évolutions significatives ayant affecté le rendement des obligations émises par les entreprises de premier rang de la zone concernée (référence utilisée pour la détermination du taux d'actualisation) et le rendement réel des actifs de couverture.

Au 30 juin 2016, Amundi a ajusté le taux d'actualisation retenu au 31 décembre 2015 compte tenu de l'évolution des taux iBoxx. L'impact de cette variation d'hypothèses a été comptabilisé dans les capitaux propres.

Note 2

Notes relatives au résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

2.1. Revenus nets de gestion

Les commissions s'analysent comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	S1 2016	2015	S1 2015
Commissions nettes	759 943	1 465 511	759 025
Commissions de surperformance	53 364	137 971	54 058
Revenus nets de gestion	813 307	1 603 482	813 083

L'analyse des revenus nets de gestion par segment de clientèle est présentée dans la note 5.1.

2.2. Produits nets financiers

<i>En milliers d'euros</i>	S1 2016	2015	S1 2015
Produits d'intérêts	3 390	11 224	6 897
Charges d'intérêts	(5 865)	(16 356)	(6 275)
Marge nette d'intérêts	(2 475)	(5 132)	622
Plus ou moins valeurs latentes ou réalisées sur actifs/passifs à la juste valeur par résultat par nature	(646)	(38)	(1 226)
Plus ou moins valeurs latentes ou réalisées sur actifs/passifs à la juste valeur par résultat par option	(3 092)	71 191	87 110
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés	18 162	(43 624)	(65 367)
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	14 425	27 529	20 517
Dividendes reçus	5 510	12 404	7 042
Plus ou moins valeurs de cession réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente	17 853	44 473	21 723
Pertes sur titres dépréciés durablement (titres de capitaux propres)	(452)	(2 850)	(2 450)
Plus ou moins-values de cession réalisées sur prêts et créances	-	-	-
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	22 911	54 027	26 314
Produits nets financiers	34 861	76 424	47 453

Le poste gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat par option inclut au 30 juin 2016 un produit de 14 317 milliers d'euros relatif à la réduction partielle du complément de prix dû par Amundi dans le cadre de l'acquisition de la société Smith Breeden.

2.3. Autres produits nets

<i>En milliers d'euros</i>	S1 2016	2015	S1 2015
Autres produits (charges) nets d'exploitation bancaire	(13 365)	(28 481)	(18 065)
Autres produits (charges) nets d'exploitation non bancaire	3 180	5 456	6 103
Autres produits nets	(10 185)	(23 025)	(11 962)

Les autres produits nets intègrent le chiffre d'affaires hors groupe réalisé par la filiale d'Amundi qui exerce une activité de mise à disposition de moyens informatiques principalement au sein du groupe, ainsi que l'amortissement des immobilisations incorporelles relatives aux contrats de distribution acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises.

2.4. Charges générales d'exploitation

<i>En milliers d'euros</i>	S1 2016	2015	S1 2015
Charges de personnel (y compris personnel mis à disposition et intérimaires)	(275 462)	(565 055)	(284 096)
Autres charges générales d'exploitation	(159 744)	(318 165)	(161 274)
<i>Dont services extérieurs liés au personnel et charges assimilées</i>	(2 693)	(7 234)	(2 584)
Total des charges générales d'exploitation	(435 206)	(883 220)	(445 370)

Les charges de personnel s'analysent comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	S1 2016	2015	S1 2015
Salaires et traitements	(189 137)	(375 323)	(187 829)
Cotisations régime de retraite	(15 551)	(22 669)	(14 420)
Charges sociales et taxes	(60 917)	(126 509)	(60 758)
Autres	(9 856)	(40 554)	(21 089)
Total charges de personnel	(275 462)	(565 055)	(284 096)

Une charge de 1 326 milliers d'euros relative aux paiements à base d'actions est comptabilisée au 30 juin 2016 au titre du plan d'attribution d'actions de performance aux salariés du groupe.

Ce plan d'attribution est décrit brièvement ci-dessous :

Plan d'attribution d'actions de performance	Amundi
Date de l'assemblée générale autorisant le plan	30/09/2015
Date du conseil d'administration	11/02/2016
Date d'attribution des actions	11/02/2016
Nombre d'actions attribuées	228 080
Modalités de règlement	Actions Amundi
Période d'acquisition des droits	11/02/2016 - 11/02/2019
Conditions de performance (1)	Oui
Conditions de présence	Oui
Actions restantes au 30 juin 2016	228 080
Juste valeur d'une action au jour d'attribution	27,28 euros

(1) Les conditions de performance sont basées sur le résultat net part du groupe (RNPG), le niveau de collecte et le coefficient d'exploitation du groupe.

Amundi évalue les actions attribuées et comptabilise une charge déterminée à la date d'attribution calculée à partir de la valeur de marché au jour de l'attribution. Seules les hypothèses relatives à la population des bénéficiaires (perte des droits en cas de licenciement ou démission) peuvent faire l'objet d'une révision au cours de la période d'acquisition et donner lieu à un réajustement de la charge.

2.5. Coût du risque

<i>En milliers d'euros</i>	S1 2016	2015	S1 2015
Dotations aux provisions et aux dépréciations	(1 840)	(8 269)	(5 553)
Prêts et créances		-	-
Autres actifs	(502)	(896)	(265)
Engagements par signature	(838)	(73)	(136)
Risques et charges	(500)	(7 300)	(5 152)
Reprises de provisions et de dépréciations	2 381	1 943	1 385
Prêts et créances	-	-	2
Autres actifs	894	635	545
Engagements par signature	19	19	19
Risques et charges	1 468	1 289	819
Variation des provisions	541	(6 326)	(4 168)
Pertes sur créances irrécouvrables et récupérations sur créances amorties	(383)	(237)	(392)
Total coût du risque	158	(6 563)	(4 560)

2.6. Gains ou pertes sur autres actifs

<i>En milliers d'euros</i>	S1 2016	2015	S1 2015
Plus-values de cessions immobilisations corporelles et incorporelles	14	11	11
Moins-values de cessions immobilisations corporelles et incorporelles	-	(14)	(14)
Résultat de cession de titres de participations consolidées	-	4 182	-
Produits nets sur opérations de regroupement	-	9 408	9 898
Gains ou pertes sur autres actifs	14	13 587	9 895

2.7. Impôts

<i>En milliers d'euros</i>	S1 2016	2015	S1 2015
Charge d'impôt courant	(126 685)	(295 538)	(135 464)
Produit (charge) d'impôt différé	(10 563)	9 511	(11 225)
Charge d'impôt de la période	(137 248)	(286 027)	(146 689)

2.8. Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

Les gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres au cours du premier semestre 2016 sont détaillés ci-dessous :

<i>En milliers d'euros - Gains et pertes recyclables</i>	S1 2016	2015	S1 2015
Gains et pertes sur écarts de conversion	15 466	17 808	16 991
Ecart de réévaluation de la période	15 466	17 808	16 991
Transferts en résultat	-	-	-
Autres reclassifications	-	-	-
Gains et pertes sur actifs disponibles à la vente	(62 011)	(42 272)	(15 466)
Ecart de réévaluation de la période	(44 614)	(1 507)	3 790
Transferts en résultat	(17 401)	(40 790)	(19 272)
Autres reclassifications	3	24	16
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	-	-	-
Ecart de réévaluation de la période	-	-	-
Transferts en résultat	-	-	-
Autres reclassifications	-	-	-
Gains et pertes sur actifs non courants destinés à être cédés	-	-	-
Ecart de réévaluation de la période	-	-	-
Transferts en résultat	-	-	-
Autres reclassifications	-	-	-
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entités mises en équivalence	(3 640)	5 380	7 006
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entités mises en équivalence	2 032	11 468	5 446
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entités mises en équivalence	-	-	-
Total des gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres et recyclables ultérieurement en résultat	(48 154)	(7 615)	13 977
<i>En milliers d'euros - Gains et pertes non recyclables</i>	S1 2016	2015	S1 2015
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	(3 694)	(80)	1 892
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entités mises en équivalence	-	-	-
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entités mises en équivalence	1 274	(594)	(832)
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur entités mises en équivalence	-	-	-
Total des gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres et non recyclables ultérieurement en résultat	(2 419)	(674)	1 060
Total des gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres	(50 573)	(8 289)	15 037
Dont part Groupe	(50 635)	(8 270)	15 037
Dont participations ne donnant pas le contrôle	62	(20)	-

Le détail des effets d'impôt relatifs aux gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres est présenté ci-dessous :

En milliers d'euros	31.12.2015				Variation S1 2016				30.06.2016			
	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables												
Gains et pertes sur écarts de conversion	10 471	-	10 471	10 471	15 466	-	15 466	15 466	25 937	-	25 937	25 937
Gains et pertes sur actifs disponibles à la vente	57 006	(21 264)	35 742	35 742	(62 011)	2 032	(59 979)	(59 979)	(5 005)	(19 232)	(24 237)	(24 237)
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gains et pertes sur actifs non courants destinés à être cédés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entités mises en équivalence	67 477	(21 264)	46 213	46 213	(46 546)	2 032	(44 514)	(44 514)	20 932	(19 232)	1 699	1 699
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entités mises en équivalence	4 947	-	4 947	4 949	(3 640)	-	(3 640)	(3 640)	1 307	-	1 307	1 309
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	72 424	(21 264)	51 160	51 162	(50 186)	2 032	(48 154)	(48 154)	22 239	(19 232)	3 006	3 008
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables												
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	(14 450)	4 866	(9 584)	(9 498)	(3 694)	1 274	(2 419)	(2 481)	(18 143)	6 140	(12 003)	(11 980)
Gains et pertes sur actifs non courants destinés à être cédés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entités mises en équivalence	(14 450)	4 866	(9 584)	(9 498)	(3 694)	1 274	(2 419)	(2 481)	(18 143)	6 140	(12 003)	(11 980)
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entités mises en équivalence	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	(14 450)	4 866	(9 584)	(9 498)	(3 694)	1 274	(2 419)	(2 481)	(18 143)	6 140	(12 003)	(11 980)
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	57 975	(16 399)	41 576	41 661	(53 879)	3 306	(50 573)	(50 635)	4 095	(13 092)	(8 997)	(8 974)

3.1. Caisse et Banques centrales

<i>En milliers d'euros</i>	30.06.2016	31.12.2015
Caisse	20	25
Total caisse et banques centrales	20	25

3.2. Actifs financiers à la juste valeur par résultat

<i>En milliers d'euros</i>	30.06.2016	31.12.2015
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	1 571 649	2 035 560
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	3 793 242	3 548 296
Total actifs financiers à la juste valeur par résultat	5 364 891	5 583 856

3.2.1. Actifs financiers détenus à des fins de transaction

<i>En milliers d'euros</i>	30.06.2016	31.12.2015
Instrumentes dérivés de transaction	1 571 649	2 035 560
dont swaps de taux	184 076	139 318
dont swaps sur actions et indices	1 376 189	1 887 692
Total actifs financiers détenus à des fins de transaction	1 571 649	2 035 560

Cette rubrique inclut la juste valeur des dérivés contractés par Amundi dans le cadre de son activité d'intermédiation : dérivés contractés avec les fonds et retournés avec des contreparties de marché.

3.2.2. Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

<i>En milliers d'euros</i>	30.06.2016	31.12.2015
Fonds	1 133 728	1 691 448
Obligations et autres titres à revenu fixe	1 026 609	933 526
Actions et autres titres à revenu variable	292 144	259 707
Créances sur les établissements de crédit	1 340 761	663 615
Effets publics et valeurs assimilées	-	-
Total actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	3 793 242	3 548 296

Cette rubrique inclut la juste valeur des investissements d'amorçage (seed money), des placements de trésorerie court terme ainsi que des actifs de couverture des émissions d'EMTN.

3.3. Passifs financiers à la juste valeur par résultat

<i>En milliers d'euros</i>	30.06.2016	31.12.2015
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	1 545 434	1 980 984
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	2 624 918	1 879 347
Total passifs financiers à la juste valeur par résultat	4 170 352	3 860 331

3.3.1. Passifs détenus à des fins de transaction

<i>En milliers d'euros</i>	30.06.2016	31.12.2015
Instruments dérivés de transactions	1 545 434	1 980 984
dont swaps de taux	102 166	93 594
dont swaps sur actions et indices	1 426 712	1 874 314
Total passifs financiers détenus à des fins de transaction	1 545 434	1 980 984

Cette rubrique inclut la juste valeur des dérivés contractés par Amundi dans le cadre de son activité d'intermédiation : dérivés contractés avec les fonds et retournés avec des contreparties de marché.

3.3.2. Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

<i>En milliers d'euros</i>	30.06.2016	31.12.2015
Titres de dettes	2 624 918	1 879 347
Total passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	2 624 918	1 879 347

Cette rubrique enregistre les titres émis par les véhicules d'émission d'EMTN à destination de la clientèle. La valeur nominale de ces émissions est de 2 574 763 milliers d'euros au 30 juin 2016 et de 1 820 496 milliers d'euros au 31 décembre 2015.

3.4. Informations sur la compensation des actifs et passifs financiers

3.4.1. Compensation – Actifs financiers

<i>en milliers d'euros</i> Nature des opérations	Montant brut des actifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montant brut des passifs effectivement compensés comptablement	Montant net des actifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
				Montant brut des passifs financiers relevant de la convention cadre de compensation	Montant des autres instruments financiers reçus en garantie, dont dépôt de garantie	
	(a)	(b)	(c) = (a) - (b)	(d)		(e) = (c) - (d)
30.06.2016						
Dérivés	1 560 272	-	1 560 272	612 328	647 336	300 608
Total des actifs financiers soumis à compensation	1 560 272	-	1 560 272	612 328	647 336	300 608
31.12.2015						
Dérivés	2 027 010	-	2 027 010	563 380	987 167	476 463
Total des actifs financiers soumis à compensation	2 027 010	-	2 027 010	563 380	987 167	476 463

Les montants bruts de dérivés présentés dans ces tableaux excluent les ajustements pour risques de contrepartie, Credit Valuation Adjustment (CVA) et Debit Valuation Adjustment (DVA).

3.4.2. Compensation – Passifs financiers

en milliers d'euros Nature des opérations	Montant brut des passifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montant brut des actifs effectivement compensés comptablement	Montant net des passifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
				Montant brut des actifs financiers relevant de la convention cadre de compensation	Montant des autres instruments financiers donnés en garantie, dont dépôt de garantie	
				(a)	(b)	
30.06.2016						
Dérivés	1 528 883	-	1 528 883	612 328	591 936	324 619
Total des actifs financiers soumis à compensation	1 528 883	-	1 528 883	612 328	591 936	324 619
31.12.2015						
Dérivés	1 967 908	-	1 967 908	563 380	1 042 171	362 357
Total des passifs financiers soumis à compensation	1 967 908	-	1 967 908	563 380	1 042 171	362 357

Les montants bruts de dérivés présentés dans ces tableaux excluent les ajustements pour risques de contrepartie, Credit Valuation Adjustment (CVA) et Debit Valuation Adjustment (DVA).

3.5. Actifs financiers disponibles à la vente

En milliers d'euros	30.06.2016	31.12.2015
Fonds	1 461 294	1 205 596
Actions et autres titres à revenu variable	11 488	21 606
Titres de participation non consolidés	209 765	251 667
Titres disponibles à la vente	1 682 546	1 478 869
Créances disponibles à la vente	-	-
Créances rattachées	-	-
Total actifs financiers disponibles à la vente	1 682 546	1 478 869

3.5.1. Variation des titres disponibles à la vente

En milliers d'euros	
Titres disponibles à la vente au 30.06.2016	1 682 546
Variation de périmètre	(2 000)
Augmentations	606 288
Diminutions	(338 752)
Ecarts de conversion	605
Juste Valeur par capitaux propres	(62 011)
Dépréciation durable	(452)
Autres mouvements	-
Titres disponibles à la vente au 31.12.2015	1 478 869

3.5.2. Gains et pertes latents sur actifs financiers disponibles à la vente

En milliers d'euros	30.06.2016			31.12.2015		
	Valeur comptable	Gains latents	Pertes latentes	Valeur comptable	Gains latents	Pertes latentes
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-	-	-
Fonds	1 461 294	57 733	(112)	1 205 596	62 752	(230)
Actions et autres titres à revenu variable	11 488	576	(1 513)	21 606	705	(1 676)
Titres de participation non consolidés	209 765	2 111	(63 800)	251 667	2 996	(7 541)
Créances disponible à la vente						
Actifs financiers disponibles à la vente	1 682 547	60 420	(65 425)	1 478 869	66 453	(9 447)
Impôts		(19 248)	16		(21 277)	13
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur actifs financiers disponibles à la vente nets d'impôt sur les sociétés	1 682 547	41 172	(65 409)		45 176	(9 434)

3.6. Actif – Prêts et créances sur établissements de crédit

En milliers d'euros	30.06.2016	31.12.2015
Comptes ordinaires et au jour le jour (JJ)	508 611	595 526
Comptes et prêts à terme	181 453	143 050
Créances rattachées	2 492	140
Total prêts et créances sur les établissements de crédit (valeur nette)	692 556	738 716

Les « prêts et créances sur établissements de crédit » sont principalement consentis au groupe Crédit Agricole.

3.7. Passif – Dettes envers les établissements de crédit

En milliers d'euros	30.06.2016	31.12.2015
Comptes et emprunts à terme	135 150	435 078
Dettes rattachées	2 336	548
Comptes ordinaires	3 121	24 941
Total dettes envers les établissements de crédit	140 607	460 566

La principale contrepartie des « dettes envers les établissements de crédit » est le groupe Crédit Agricole.

3.8. Actifs et passifs d'impôts courants et différés

<i>En milliers d'euros</i>	30.06.2016	31.12.2015
Créances d'impôts courants	112 634	24 542
Impôts différés actifs	73 755	82 389
Total Actifs d'impôts courants et différés	186 390	106 931
Dettes d'impôts courants	140 311	35 241
Impôts différés passifs	45 987	44 211
Total Passifs d'impôts courants et différés	186 298	79 452

3.9. Comptes de régularisation, actifs et passifs divers

3.9.1. Comptes de régularisation et actifs divers

<i>En milliers d'euros</i>	30.06.2016	31.12.2015
Débiteurs divers	889 965	1 228 676
Produits à recevoir	505 356	500 725
Charges constatées d'avance	34 689	14 059
Actif - Comptes de régularisation et actifs divers	1 430 010	1 743 460

Les comptes de régularisation et actifs divers intègrent notamment les commissions de gestion et de surperformance à recevoir ainsi que le collatéral versé dans le cadre des contrats de dérivés. Ce collatéral est enregistré au bilan actif pour 1 074 352 milliers d'euros au 31 décembre 2015 et 735 631 milliers d'euros au 30 juin 2016.

3.9.2. Comptes de régularisation et passifs divers

<i>En milliers d'euros</i>	30.06.2016	31.12.2015
Créditeurs divers	323 451	277 735
Charges à payer	605 941	649 427
Produits constatés d'avance	26 794	8 699
Autres comptes de régularisation	804 728	1 100 801
Passif - Comptes de régularisations et passifs divers	1 760 913	2 036 662

Les comptes de régularisation et passifs divers comprennent notamment les dettes sur bonus, les rétrocessions à verser aux distributeurs ainsi que le collatéral reçu dans le cadre des contrats de dérivés. Ce collatéral est enregistré au bilan passif pour 1 073 497 milliers d'euros au 31 décembre 2015 et 795 425 milliers d'euros au 30 juin 2016.

3.10. Immobilisations corporelles et incorporelles

3.10.1. Immobilisations corporelles d'exploitation

<i>En milliers d'euros</i>	01.01.2016	Variation de périmètre	Augmen-tation	Diminution	Ecarts de conversion	Autres mouvements	30.06.2016
Valeur brute	114 568	-	3 149	(496)	12	156	117 388
Amortissements et provisions	(70 212)	-	(5 003)	404	117	(156)	(74 850)
Immobilisations corporelles nettes	44 356	-	(1 855)	(91)	130	-	42 538

<i>En milliers d'euros</i>	01.01.2015	Variation de périmètre	Augmen-tation	Diminution	Ecarts de conversion	Autres mouvements	31.12.2015
Valeur brute	114 689	17	6 075	(894)	1 335	(6 655)	114 568
Amortissements et provisions	(59 249)	-	(10 895)	875	(943)	-	(70 212)
Immobilisations corporelles nettes	55 440	17	(4 820)	(19)	392	(6 655)	44 356

3.10.2. Immobilisations incorporelles d'exploitation

<i>En milliers d'euros</i>	01.01.2016	Variation de périmètre	Augmen-tation	Diminution	Ecarts de conversion	Autres mouvements	30.06.2016
Valeur brute	369 971	-	9 387	(7 809)	88	-	371 637
Amortissements et provisions	(258 761)	-	(11 325)	7 809	(37)	(1)	(262 316)
Immobilisations incorporelles nettes	111 210	-	(1 938)	-	51	(1)	109 321

<i>En milliers d'euros</i>	01.01.2015	Variation de périmètre	Augmen-tation	Diminution	Ecarts de conversion	Autres mouvements	31.12.2015
Valeur brute	344 455	26 625	11 078	(18 967)	126	6 655	369 971
Amortissements et provisions	(247 982)	-	(29 609)	18 934	(103)	-	(258 761)
Immobilisations incorporelles nettes	96 473	26 625	(18 531)	(33)	23	6 655	111 210

Les immobilisations incorporelles comprennent principalement :

- les contrats de distribution avec des réseaux partenaires acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises et amortis sur une durée maximale de 10 ans ;
- les logiciels informatiques acquis ou développés en interne.

3.11. Ecarts d'acquisition

L'écart d'acquisition est de 3 003,1 millions d'euros au 30 juin 2016 pour 2 998,5 millions d'euros au 31 décembre 2015. Cette évolution s'explique uniquement par les variations des cours de change.

En l'absence d'indice de perte de valeur, le groupe n'a pas procédé à l'estimation de la valeur recouvrable du goodwill et aucune dépréciation n'a donc été comptabilisée.

3.12. Capitaux propres

3.12.1. Composition du capital social

Au 30 juin 2016, la répartition du capital et des droits de vote est la suivante :

Actionnaires	Nombre de titres	% du capital	% des droits de vote
Crédit Agricole S.A.	124 026 070	74,16%	74,21%
Autres sociétés du groupe Crédit Agricole	2 294 931	1,37%	1,37%
Groupe ABC	3 333 333	1,99%	1,99%
Salariés	453 557	0,27%	0,27%
Actions en autodétention	119 246	0,07%	-
Flottant	37 018 100	22,13%	22,15%
Total	167 245 237	100,00%	100,00%

3.12.2. Dividendes attribués au cours du premier semestre 2016

Au titre de l'exercice 2015 et conformément aux délibérations de l'Assemblée Générale Ordinaire du 12 mai 2016, Amundi a versé à ses actionnaires un dividende de 2,05 euros par action soit un montant total de 342 754 milliers d'euros.

<i>En euros</i>	Au titre de l'exercice 2015	Au titre de l'exercice 2014
Dividende ordinaire par action	2,05	1,46

Note 4 Juste valeur des instruments financiers

Les instruments financiers évalués au bilan à la juste valeur sont valorisés sur la base de prix cotés ou de techniques de valorisations qui maximisent l'utilisation de données observables.

4.1. Dérivés

La valorisation des dérivés intègre :

- un ajustement relatif à la qualité de la contrepartie (Credit Value Adjustment ou CVA) qui vise à intégrer dans la valorisation des instruments dérivés le risque de crédit associé à la contrepartie (risque de non-paiement des sommes dues en cas de défaut). Cet ajustement est calculé globalement par contrepartie en fonction du profil d'expositions futures des transactions déduction faite d'éventuels collatéraux. Cet ajustement est systématiquement négatif et vient en minoration de la juste valeur active des instruments financiers.
- un ajustement de valeur relatif au risque de crédit propre de notre établissement (Debt Value Adjustment – DVA) qui vise à intégrer dans la valorisation des instruments dérivés le risque porté par nos contreparties. Cet ajustement est calculé globalement par contrepartie en fonction du profil d'expositions futures des transactions. Cet ajustement est systématiquement positif et vient en diminution de la juste valeur passive des instruments financiers.

4.2. Autres actifs et passifs financiers

Autres actifs financiers

Les titres de participation non consolidés Resona Holding, les obligations cotées ainsi que les parts de fonds avec une valeur liquidative disponible au moins deux fois par mois sont classés en niveau 1. Tous les autres actifs et passifs valorisés à la juste valeur sont classés en niveau 2 à l'exception des fonds de Private Equity qui sont classés en niveau 3.

Autres passifs financiers

Les passifs à la juste valeur sur option résultent de la consolidation des véhicules d'émission d'EMTN. Ces passifs ont été classés en niveau 2.

4.3. Actifs financiers valorisés à la juste valeur au bilan

Les tableaux ci-après présentent les encours au bilan des actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur classés par niveau de juste valeur :

En milliers d'euros	Total 30.06.2016	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques			Valorisation fondée sur des données observables	Valorisation fondée sur des données non observables
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3		
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	1 571 649	-	1 571 649	-	-	-
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-	-	-
Titres reçus en pension livrée	-	-	-	-	-	-
Titres détenus à des fins de transaction	-	-	-	-	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-	-	-
Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-	-	-	-
Instruments dérivés	1 571 649	-	1 571 649	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	3 793 242	2 160 337	1 632 905	-	-	-
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	-	-	-	-	-	-
Titres à la juste valeur par résultat sur option	2 452 481	2 160 337	292 144	-	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-	-	-
Fonds	1 133 728	1 133 728	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	1 026 609	1 026 609	-	-	-	-
Actions et autres titres à revenu variable	292 144	-	292 144	-	-	-
Créances sur les établissements de crédit	1 340 761	-	1 340 761	-	-	-
Actifs financiers disponibles à la vente	1 682 546	1 601 953	76 028	4 565	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-	-	-
Fonds	1 461 294	1 454 771	1 958	4 565	-	-
Actions, autres titres à revenu variable, et titres de participations non consolidés	221 252	147 182	74 070	-	-	-
Créances disponibles à la vente	-	-	-	-	-	-
Total Actifs financiers valorisés à la juste valeur	7 047 436	3 762 289	3 280 582	4 565	-	-

En milliers d'euros	Total 31.12.2015	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques	Valorisation fondée sur des données observables	Valorisation fondée sur des données non observables
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	2 035 560	-	2 035 560	-
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Titres reçus en pension livrée	-	-	-	-
Titres détenus à des fins de transaction	-	-	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-
Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-	-
Instruments dérivés	2 035 560	-	2 035 560	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	3 548 296	2 624 974	923 322	-
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	-	-	-	-
Titres à la juste valeur par résultat sur option	2 884 681	2 624 974	259 707	-
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-
Fonds	1 691 448	1 691 448	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	933 526	933 526	-	-
Actions et autres titres à revenu variable	259 707	-	259 707	-
Créances sur les établissements de crédit	663 615	-	663 615	-
Actifs financiers disponibles à la vente	1 478 869	1 403 169	71 735	3 964
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-
Fonds	1 205 596	1 199 649	1 983	3 964
Actions, autres titres à revenu variable, et titres de participations non consolidés	273 272	203 520	69 752	-
Créances disponibles à la vente	-	-	-	-
Total Actifs financiers valorisés à la juste valeur	7 062 724	4 028 143	3 030 617	3 964

4.4. Passifs financiers valorisés à la juste valeur au bilan

En milliers d'euros	Total 30.06.2016	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques	Valorisation fondée sur des données observables	Valorisation fondée sur des données non observables
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	1 545 434	-	1 545 434	-
Dettes envers les établissements de crédit	-	-	-	-
Instruments dérivés	1 545 434	-	1 545 434	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	2 624 918	-	2 624 918	-
Total Passifs financiers valorisés à la juste valeur	4 170 352	-	4 170 352	-

En milliers d'euros	Total 31.12.2015	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques	Valorisation fondée sur des données observables	Valorisation fondée sur des données non observables
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	1 980 984	-	1 980 984	-
Dettes envers les établissements de crédit	-	-	-	-
Instruments dérivés	1 980 984	-	1 980 984	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	1 879 347	-	1 879 347	-
Total Passifs financiers valorisés à la juste valeur	3 860 331	-	3 860 331	-

4.5. Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût

Les actifs et passifs financiers évalués au coût comprennent pour l'essentiel les créances et dettes envers les établissements de crédit et le collatéral versé et reçu dans le cadre des contrats de dérivés.

S'agissant d'appels de marge quotidiens, le groupe Amundi considère que le collatéral versé et reçu est enregistré pour sa juste valeur dans les postes du bilan « comptes de régularisation et actifs divers » et « comptes de régularisation et passifs divers ».

Le groupe Amundi considère que le coût amorti des créances et dettes envers les établissements de crédit est une bonne approximation de la juste valeur. En effet, il s'agit principalement :

- d'actifs ou passifs à taux variables pour lesquels les variations de taux d'intérêt n'ont pas d'impact significatif sur la juste valeur, car les taux de rendement de ces instruments s'ajustent fréquemment aux taux de marché (cas des prêts et emprunts) ;
- d'actifs ou passifs à court terme pour lesquels la valeur de remboursement est proche de la valeur de marché.

5.1. Information sectorielle

Amundi exerce ses activités dans le seul secteur de la gestion pour compte de tiers. Il comporte donc un seul secteur opérationnel au sens de la norme IFRS 8.

En effet, la performance opérationnelle du groupe n'est pas suivie à un niveau plus fin que le groupe dans son ensemble. Les éléments qui sont revus à un niveau plus fin sont limités mensuellement à des informations de volume d'activité du groupe (collecte, encours) et périodiquement à des informations portant sur les produits nets de commission par segment de clientèle (retail, institutionnels). Le groupe considère que l'ensemble de ces informations correspond davantage à un suivi de l'activité commerciale qu'à une mesure de performance opérationnelle destinée à prendre des décisions d'allocation de ressources. En effet les charges d'exploitation ne sont pas affectées aux segments de clientèle (retail et institutionnels).

Toutefois, le groupe considère qu'il est utile de publier ces informations sur l'activité commerciale qui sont présentées ci-après en tant qu'information complémentaire par rapport à celles prévues par la norme IFRS 8 :

<i>En millions d'euros</i>	S1 2016	2015	S1 2015
Retail	513	958	506
Institutionnels	246	508	253
Institutionnels, Corporate et Epargne entreprise	178	363	180
Assureurs*	69	144	73
Sous-Total Commissions nettes	760	1 466	759
Commissions de surperformance	53	138	54
Revenus nets de gestion	813	1 603	813
Produits nets financiers	35	76	47
Autres produits nets	(10)	(23)	(12)
Revenus nets	838	1 657	849

*Groupes Crédit Agricole et Société Générale

5.2. Parties liées

5.2.1. Périmètre des parties liées

Les parties liées sont les entreprises qui directement ou indirectement contrôlent ou sont contrôlées par, ou sont sous contrôle commun avec l'entreprise présentant ses états financiers.

Les parties liées d'Amundi sont (i) les sociétés consolidées, y compris les sociétés mises en équivalence, (ii) les sociétés du Groupe Crédit Agricole, à savoir les Caisses Régionales, Crédit Agricole SA, ses filiales, entreprises associées et co-entreprises. Aucun montant relatif à ces relations ne fait l'objet de provision pour dépréciation.

Par ailleurs, les fonds dans lesquels le groupe Crédit Agricole investit ne sont pas considérés comme des parties liées.

La liste des sociétés consolidées du groupe Amundi est présentée dans la note 5.3. Les transactions réalisées et les encours existants en fin de période entre les sociétés du groupe consolidées par intégration globale sont totalement éliminés en consolidation.

5.2.2. Nature des relations avec les parties liées

Amundi a des relations commerciales avec les sociétés du groupe Crédit Agricole et celles du groupe Société Générale.

Le groupe Crédit Agricole intervient comme distributeur des produits financiers du groupe Amundi, prêteur et emprunteur, contrepartie de dérivés, ainsi que comme dépositaire et agent de calcul. Par ailleurs, le groupe Crédit agricole met des moyens à disposition auprès d'Amundi et gère son contrat d'assurance des indemnités de fin de carrière.

De son côté, Amundi assure la gestion d'actifs de certains mandats du groupe Crédit Agricole et assure le rôle de teneur de comptes pour les dispositifs d'épargne salariale du groupe Crédit Agricole.

Le groupe Société Générale intervient également comme distributeur des produits financiers d'Amundi, prêteur et contrepartie de dérivés, ainsi que comme dépositaire et agent de calcul. Par ailleurs, le groupe met des moyens à disposition auprès d'Amundi.

5.2.3. Transactions avec les parties liées

Les tableaux suivants présentent les opérations réalisées avec le groupe Crédit Agricole ainsi que les entités consolidées par mise en équivalence au sein du groupe Amundi.

Les seules transactions entre Amundi et ses principaux dirigeants sont les rémunérations versées au titre des contrats de travail et les jetons de présence.

<i>En milliers d'euros</i>	Groupe Crédit Agricole		
	S1 2016	2015	S1 2015
Résultat			
Intérêts et produits (charges) assimilés	(1 215)	(4 363)	899
Revenus (charges) de commissions	(107 531)	(287 842)	(127 744)
Autres produits (charges) nets	(4 960)	(7 703)	(3 697)
Charges générales d'exploitation	(3 320)	(9 431)	(5 351)
Bilan	30.06.2016	31.12.2015	30.06.2015
Actif			
Prêts et créances sur les établissements de crédit	432 938	495 794	864 417
Comptes de régularisation et actifs divers	72 398	39 094	48 422
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	2 437 543	1 654 350	1 305 903
Passif			
Dettes envers les établissements de crédit	131 147	460 363	1 088 767
Comptes de régularisation et passifs divers	158 613	133 932	133 620
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	89 411	77 488	73 812
Hors-bilan			
Garanties données	686 126	880 578	1 057 331
Garanties reçues	-	-	-

**Entreprises associées
et co-entreprises**

<i>En milliers d'euros</i>	S1 2016	2015	S1 2015
Résultat			
Intérêts et produits (charges) assimilés			-
Revenus (charges) de commissions	(3 034)	(7 831)	(2 691)
Charges générales d'exploitation			-
Bilan	30.06.2016	31.12.2015	30.06.2015
Actif			
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-
Comptes de régularisation et actifs divers	673	689	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-	-
Passif			
Dettes envers les établissements de crédit	-	-	-
Comptes de régularisation et passifs divers	1 087	3 355	1 886
Hors-bilan			
Garanties données	-	-	-
Garanties reçues	-	-	-

5.3. Périmètre de consolidation

5.3.1. Périmètre au 30 juin 2016 et évolution sur l'exercice

Sociétés consolidées	Notes	Evolution du périmètre	Méthode	30.06.2016		31.12.2015		Implantation
				% de contrôle	% d'intérêt	% de contrôle	% d'intérêt	
SOCIETES FRANCAISES								
AMUNDI			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	France
AMUNDI ASSET MANAGEMENT			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	France
AMUNDI AI SAS			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	France
AMUNDI FINANCE			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	France
AMUNDI FINANCE EMISSIONS			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	France
AMUNDI IMMOBILIER			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	France
AMUNDI INDIA HOLDING			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	France
AMUNDI INTERMEDIATION			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	France
AMUNDI ISSUANCE		Entrée	Globale	100,0	100,0	-	-	France
AMUNDI IT SERVICES			Globale	95,4	95,4	83,1	83,1	France
AMUNDI Private Equity Funds			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	France
AMUNDI TENUE DE COMPTES			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	France
AMUNDI VENTURES			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	France
BFT INVESTMENT MANAGERS			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	France
CLAM PHILADELPHIA			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	France
CPR AM			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	France
ETOILE GESTION			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	France
LCL EMISSIONS			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	France
SOCIETE GENERALE GESTION			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	France
FONDS ET OPCV								
ACACIA			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	France
ACAJOU			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	France
AMUNDI HK - GREEN PLANET FUND			Globale	99,4	99,4	98,9	98,9	Hong Kong
AMUNDI PERFORMANCE ABSOLUE EQUILIBRE			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	France
CEDAR		Entrée	Globale	100,0	100,0	-	-	France
CHORIAL ALLOCATION			Globale	99,7	99,7	99,7	99,7	France
GENAVENT			Globale	52,3	52,3	52,3	52,3	France
GENAVENT PARTNERS LP		Sortie	Globale	-	-	100,0	100,0	Etats-Unis
LONDRES CROISSANCE 16			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	France
OPCI IMMANENS			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	France
OPCI IMMO EMISSIONS			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	France
PEG - PORTFOLIO EONIA GARANTI			Globale	96,4	96,4	95,1	95,1	France
SOCIETES ETRANGERES								
AMUNDI ASSET MANAGEMENT DEUTSCHLAND	(1)		Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	Allemagne
AMUNDI AUSTRIA			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	Autriche
AMUNDI ASSET MANAGEMENT BELGIUM	(1)		Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	Belgique
AMUNDI IBERIA SGIIC SA			Globale	55,0	55,0	55,0	55,0	Espagne
AMUNDI HELLAS			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	Grèce
AMUNDI REAL ESTATE ITALIA SGR SPA			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	Italie
AMUNDI SGR SPA			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	Italie
AMUNDI GLOBAL SERVICING			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	Luxembourg
AMUNDI LUXEMBOURG			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	Luxembourg
FUND CHANNEL			Equivalence	50,0	50,0	50,0	50,0	Luxembourg
AMUNDI ASSET MANAGEMENT NEDERLAND	(1)		Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	Pays-Bas
AMUNDI POLSKA			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	Pologne
INVESTICNI KAPITALOVA SPOLECNOST KB, A.S.			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	République Tchèque
AMUNDI AI SAS LONDON BRANCH	(2)		Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	Royaume Uni
AMUNDI ASSET MANAGEMENT LONDON BRANCH	(1)		Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	Royaume Uni
AMUNDI (UK) Ltd			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	Royaume Uni
AMUNDI SUISSE			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	Suisse
WAFI GESTION			Equivalence	34,0	34,0	34,0	34,0	Maroc
ABC-CA FUND MANAGEMENT CO. LTD			Equivalence	33,3	33,3	33,3	33,3	Chine
NH-AMUNDI ASSET MANAGEMENT			Equivalence	30,0	30,0	30,0	30,0	Corée
AMUNDI ASSET MANAGEMENT HONG KONG BRANCH	(1)		Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	Hong Kong
AMUNDI HONG KONG Ltd			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	Hong Kong
SBI FUNDS MANAGEMENT PRIVATE LIMITED			Equivalence	37,0	37,0	37,0	37,0	Inde
AMUNDI JAPAN			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	Japon
AMUNDI JAPAN HOLDING			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	Japon
AMUNDI JAPAN SECURITIES		Sortie	Globale	-	-	100,0	100,0	Japon
AMUNDI MALAYSIA SDN BHD			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	Malaisie
AMUNDI SINGAPORE Ltd			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	Singapour
AMUNDI DISTRIBUTORS USA LLC			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	USA
AMUNDI SMITH BREEDEN			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	USA
AMUNDI USA INC			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	USA

(1) Succursales d'AMUNDI ASSET MANAGEMENT

(2) Succursale d'AMUNDI AI SAS

5.3.2. Mouvements de périmètre significatifs au cours de l'exercice

Aucun mouvement de périmètre significatif n'est intervenu au cours du premier semestre 2016.

Les mouvements suivants sont néanmoins intervenus :

- la société Bawag PSK Invest a été renommée Amundi Austria
- La société NH-CA Asset Management a été renommée NH-Amundi Asset Management
- La société Amundi Japan Securities a été absorbée par Amundi Japan.

5.4. Engagements hors bilan

Les engagements hors bilan comprennent :

- les engagements de garantie des fonds représentant 16 108 millions d'euros au 30 juin 2016 et 18 150 millions d'euros au 31 décembre 2015 ;

<i>En milliers d'euros</i>	30.06.2015	31.12.2015
Engagements de garantie donnés	16 108 479	18 149 818

- Les engagements de financement relatifs au « Credit Revolving Facility » accordé à Amundi pour 1 750 000 milliers d'euros ;
- les notionnels des dérivés contractés auprès des fonds et des contreparties de marché dont les justes valeurs sont présentées en note 4.3. et 4.4 ;

<i>En milliers d'euros</i>	30.06.2015	31.12.2015
Instruments de taux d'intérêts	2 127 197	2 029 951
Autres instruments	37 983 373	41 853 997
Total Notionnels	40 110 570	43 883 948

5.5. Evénements postérieurs à la clôture

Néant.

4. Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2016

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées générales et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Amundi, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2016, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I. CONCLUSION SUR LES COMPTES

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II. VERIFICATION SPECIFIQUE

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 2 septembre 2016

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

Emmanuel Benoist

ERNST & YOUNG et Autres

Olivier Drion

5. Personne responsable du Rapport financier semestriel

M. Yves Perrier

Attestation du responsable

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent Rapport Financier sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en affecter la portée.

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés intermédiaires résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le Rapport Semestriel d'activité figurant au chapitre 2 du présent Rapport présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions avec les parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les 6 mois restants de l'exercice.

L'attestation d'examen limité relatif aux comptes consolidés intermédiaires résumés pour le semestre clos le 30 juin 2016 figure ci-dessus, au chapitre 4.

Le 2 septembre 2016

Yves Perrier

Directeur Général de la Société

